

Détournement de vivre en commune v : 147 tonnes de riz et 343 tonnes de semoules détournées ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 09 JUIN 2020

620

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Marche du 5 juin IBK dos au mur !



GAO : La nouvelle destination aurifère du Mali



LÉGALITÉ quand tu nous tiens et **LÉGITIMITÉ** quand tu nous quittes !



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Marche du 5 juin : IBK dos au mur !	P.4
Brèves	La correspondance du chef d'Etat-Major général des forces armées fait polémique : L'Armée est-elle sur le point de lâcher IBK ?	P.11
	Armée Malienne : Deux de nos vaillants officiers distingués aux Etats-Unis	P.11
	Lutte contre le terrorisme : le chef d'Al Qaïda tué au Mali	P.12
	Le président Maky Sall vole au secours des écoles privées	P.12
	Agriculture : subvention de l'engrais	P.12
	Menaka : Neutralisation de deux bandits	P.12
	COMMUNIQUE SUR LA MANIFESTATION DU VENDREDI 05 JUIN 2020	P.13
	Mali : Communiqué du gouvernement sur les allégations d'exactions commises à Niagassadiou et Binedama, dans la région de Mopti	P.13
Actualité	Médina Coura : Une mineure de 14ans violée par un homme de 48 ans !	P.15
	Détournement de vivre en commune v : 147 tonnes de riz et 343 tonnes de semoules détournées ?	P.16
	Le long de la frontière avec le Burkina : Le carnage continue, selon des associations peules	P.17
	GAO : La nouvelle destination aurifère du Mali	P.18
Politique	Mali : l'appel du 5 juin	P.19
	LÉGALITÉ quand tu nous tiens et LÉGITIMITÉ quand tu nous quittes !	P.20
	Manifestation du 5 juin / ils ont dit... Boubou lah : "la démission du président n'est même pas la solution à l'heure actuelle..."	P.21
	Mobilisation du 05 juin 2020 : IBK doit revoir sa copie	P.23
	5 juin : Le gouvernement en déphasage avec les réalités du terrain	P.24
	Houleuses manifestations contre le pouvoir à bamako : des leçons à en tirer	P.25
Culture & société	Train littéraire avec Mamoudou Moumouni, Ambassadeur de la République du Niger au Mali	P.27
International	Scandale à la Présidence de la République : comme une affaire de « pieds nickelés »	P.28
	Présidentielle 2020 : Bah Oury met en garde l'opposition plurielle contre « le piège »	P.29
	Coronavirus au Sénégal : Le bilan passe à 52 décès, ce 8 juin 2020	P.29
Sport	Mamoutou Touré dit Bavieux, Président de la Femafoot, à Cœur Ouvert : "Habib Sissoko fait partie des grands hommes qui servent aujourd'hui le Mali avec beaucoup d'humilité, très engagé, mais très effacé"	P.30

P.11



P.15



P.21



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Marche du 5 juin : **IBK dos au mur !**

Après la démonstration de force du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), de la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS), du mouvement Espoir Mali Kura (EMK) et d'autres forces vives de la nation, le 5 juin 2020, des représentants de la communauté internationale sont allés à leur rencontre. Il s'agissait, pour eux, d'aller écouter l'imam et d'aplanir les dissensions pour une sortie de crise. Soucieux de l'apaisement du climat social dans notre pays, une délégation conduite par

le représentant de la mission de l'ONU au Mali, Mahamat Saleh Annadif, comprenant le représentant de l'Union Africaine, l'ancien président Pierre Buyoya et Monsieur BOLDY de l'Uemoa, a été reçue par l'imam Dicko et des membres de EMK et du FSD, avec en toile de fond les récents développements de la situation du pays. Les deux délégations se sont entretenus pendant plus de deux heures d'horloge. Le principal sujet abordé était : comment faire pour calmer la situation ? L'appel à démission du Président IBK a failli faire sombrer le Mali dans une impasse totale. Finalement, l'on pense à l'après

5 juin.

Le pays est traversé par une crise sécuritaire sans précédente depuis 2012. La démission du Président de la République dans ces conditions n'est pas la bonne option et ne fera qu'aggraver la situation, selon plusieurs observateurs de la scène politique. Certes, la mauvaise gouvernance, la corruption, l'injustice tout cela greffé à la crise scolaire ont atteint une proportion très importante. Cette situation s'est exacerbée par la proclamation des résultats de la Cour Constitutionnelle qui aurait constitué la goutte qui a fait déborder



le vase. Ces mouvements populaires de contestation sont un message fort. Dès lors, il convient de trouver une solution à tous ces problèmes et de faire face aux défis qui assaillent notre pays. C'est pour cette raison que d'autres maliens pensent que la situation ne saurait être pire à celle imposée aux maliens par IBK.

Selon les indiscretions, l'imam a clairement indiqué être solidaire de la Déclaration Finale du Rassemblement du 5 juin et par consé-

quent de la demande de démission de IBK. Dès lors, il appartient au Chef de l'Etat d'être réceptif au message lancé par les marcheurs pour changer son mode de gouvernance jugé chaotique. Il nous revient, de source sûre, que le Président de la République n'est pas resté les bras croisés. Dans la foulée, il a reçu beaucoup de personnalités pour décrier l'atmosphère très tendue, ces derniers temps. Cette attitude peu ordinaire de sa part sera certainement une opportunité, pour lui, de dégager

une nouvelle feuille de route, voire améliorer sa gouvernance très critiquée.

L'imam Dicko avait appelé le Président à la démission. Mais on peut se demander si une démission imposée du Chef de l'Etat serait une complication pour la République. Ce meeting fera date dans notre pays, vu la tournure qu'il a prise par la suite. Dans sa démarche de se faire entendre, l'imam Dicko a toujours drainé une marée humaine. Même s'il n'a pas prononcé publiquement le mot démission, dans son discours il a lancé un ultimatum. Son objectif est le départ du Président IBK. Pour lui, il ne s'agit pas du régime d'IBK, mais plutôt de sauver la patrie Malienne. « IBK est éphémère, son régime est éphémère aussi mais le Mali demeure », dixit Mahamoud Dicko.

Des leçons doivent être tirées pour améliorer la gouvernance. Cette sortie doit être une occasion pour les gouvernants de ce pays de se remettre en cause et de se dire que le peuple, dans son écrasante majorité n'est pas content de leur gouvernance. Nier cela relèverait de l'utopie. Les jours à venir seront décisifs pour notre pays car, selon les organisateurs du meeting, d'autres actions plus vigoureuses sont en gestation. Le Président doit sortir de son silence pour s'adresser à son peuple, afin de calmer les ardeurs.

■ Ibrahim Sanogo





Mamadou Ismaila KONATE

@vieuxmko

Au #Mali, pensons à cette plainte de #Zegue BAMBA, dans le film #«Bamako» : «Pourquoi quand je sème je ne récolte pas et pourquoi quand je récolte je ne mange pas» et «Pourquoi quand je vote, je ne décide pas». L'expression de la rue doit être entendue...#Mali#marche#vote#



Bouba Fané



ON N'EST VRAIMENT FATIGUÉ DES DÉMENTIES APPLIQUÉ LA LOI C'EST TOUT

Alerte ! Alerte !

Attention à la propagande subversive.

Aucune coordination au sein des forces armées.

Un texte de soutien d'une prétendue coordination des Forces Armées et de sécurité du Mali aux idéaux de la CMAS de l'imam Mahamoud Dicko fait le tour des réseaux sociaux Il y a lieu de préciser que le ou les auteurs ne parlent qu'à leur nom propre. Il n'existe aucune structure officielle du genre dans l'armée.

Nous invitons par conséquent tous les personnels FAMA et les populations à la plus grande vigilance. L'armée demeure républicaine et aux ordres des institutions républicaines. Cette lettre non signée ne participe ni plus ni moins qu'à une velléité de manipulation, de propagande visant à déstabiliser les institutions de la République. L'armée se préoccupe plutôt de la sécurisation des personnes et de leurs biens ainsi que de l'intégrité territoriale, à un moment de terrorisme et de coronavirus.

Paul Diarra



COOPÉRATION : Le CEM-AT reçoit les Commandants sortant et entrant de l'EUTM

Le Chef d'Etat-major de l'Armée de Terre, le Général de Brigade Oumar DIARRA a reçu en audience, le Général de Brigade portugais Joao Boga RIBEIRO, Commandant sortant de l'EUTM, accompagné du Général de Brigade tchèque Frantisek RIDZAK, Commandant entrant de l'EUTM.

La rencontre a eu lieu, le lundi 08 juin 2020, dans la salle de conférences du PC/EMAT. Le Commandant EUTM sortant était venu présenter son successeur au CEM-AT. Le Général portugais en a profité pour rendre compte au Général de Brigade Oumar DIARRA de la reprise des activités de l'EUTM après la phase de suspension suite aux cas de COVID-19 au sein de ladite mission. Le Commandant EUTM entrant a ensuite entretenu le CEM-AT sur des projets de l'Union Européenne et échanger avec lui sur des questions d'actualité.

L'audience s'est terminée par des échanges de cadeaux entre le CEM-AT et les deux visiteurs.



Opération de distribution gratuite des vivres pour Covid-19: Plus de 300 tonnes de céréales détournées en commune V

Dans une adresse à la nation, le Président de la République a annoncé plusieurs mesures sociales qui coûteront à l'Etat, près de 850 millions de dollars (500 milliards de FCFA). Parmi ces mesures, figure la création d'un fonds spécial de 170 millions de dollars (100 milliards de FCA) pour les familles les plus vulnérables. Dans son discours, il a annoncé la distribution gratuite de 56 000 tonnes de céréales et de 16 000 tonnes d'aliments bétail aux populations vulnérables affectées par le Covid-19.

Dans cette dynamique, les autorités maliennes, pour atténuer les conséquences de la Covid-19 sur la population, ont initié un vaste programme de distribution de céréales aux populations affectées par la pandémie. Malheureusement le constat est alarmant car plusieurs tonnes de ces céréales ne sont pas arrivées à leurs destinataires.

En commune V précisément 147 tonnes de riz et 343 tonnes de semoules ne sont pas arrivés à leurs destinataires alors que ces céréales ont été mises à la disposition de la mairie par le gouvernement. Pour mieux comprendre comment cela est arrivé, il faut seulement suivre la logique. Le gouvernement malien a mis au total à la disposition de la commune V: 587 tonnes de riz et 783 tonnes de semoules. Les quatre grands quartier de la commune V à savoir Daoudabougou,

Kalaban coura Sabalibougou et Bacodjicoroni ont reçu chacun 70 tonnes de riz et 70 tonnes de semoules ce qui fait 280 tonnes riz et 280 tonnes de semoules pour ces quatre (4) quartiers.

Les quatre autres quartiers de la commune à savoir: Quartier Mali, Torokorobougou, Badalabougou et Sema ont reçu à leur tour 40 tonnes de riz et 40 tonnes de semoules. Ce qui fait aussi 160 tonnes de riz et 160 tonnes de semoules.

En tout, les céréales partagées en commune V sont: pour le riz: 280 tonnes pour les 4 grands quartiers+ 160 tonnes de riz pour les 4 petits quartiers. la quantité de riz partagée est 440 tonnes, alors que le gouvernement a mis au total 587 tonnes de riz à la disposition de la commune V. Pour le riz, il y a 147 tonnes non partagées.

Pour les semoules aussi, ils ont partagé aux 4 grands quartiers 280 tonnes pour les 4 grands quartiers et 160 tonnes pour les 4 petits quartiers. En faisant la somme de la quantité des semoules partagées on aura 440 tonnes partagées alors que le gouvernement a mis à la disposition de la commune V 783 tonnes de semoules. Pour les semoules, il y a également 343 tonnes non partagées.

Donc 147 tonnes de riz et 343 tonnes de semoules ont disparus en commune V de Bamako. Il faut aussi souligner que les kits étaient composés de 30 kg de riz et 40 kg de semoules, mais les populations ont reçu des kits composés de 30 kg de riz et 25 kg de semoules. Cela pour chaque kit, il y a 15 kg de semoules qui manquent, En faisant un petit calcul, on verra que des tonnes de semoules ont été aussi détournées à ce niveau aussi.

En plus de tout ça comme le ridicule ne tue pas, des céréales ont été enlevées nuitamment dans plusieurs quartiers de la commune V. Au quartier Mali en moins de deux heures, des voleurs ont pu voler plus 60 tonnes de céréales selon le maire de la commune V Amadou Ouattara.

Face à tous ces détournements de céréales destinées aux couches défavorisées et économiquement affectées par la pandémie de la Covid-19, les autorités du Mali sont vivement interpellées pour faire la lumière sur les opérations de partage de ces céréales sur tout le territoire malien.



Casimir Apié Sangala

Bamako : «L'insurrection conduite par l'imam Dicko est un péché» (Ahmed Khalifa Niasse)



Minneapolis: le commerçant qui a appelé les flics pour contrôler Floyd pour soupçons de faux billet se nomme Mahmoud Abumayaleh...

Manden Balla Toure



En attendant d' y voir Clair !!!

L'imam koké kallé de la grande mosquée destitué

Le patriarche touré a destitué ce jour dimanche 07 juin

2020 l'imam de la grande mosquée de bamako dont la gestion revient à la famille Touré.

Il a été remplacé par son adjoint, un des fils de feu balla kallé.

Que s'est-il passé ??

En effet imam #Kokè_kalle sortait avec une femme depuis qu'il était jeune (couturier à l'époque), cette dernière à fait 2 mariages avant de divorcer.

Ensuite koke kallé l'imam de la grande mosquée de Bamako à fait un retour triomphale dans sa relation avec cette dame. Relation qui aboutira a une grossesse et la dame partira accoucher aux #ÉtatsUnis .Mais au retour de la dame et après des disputes, kokè disait à quelques proches que les jumeaux ne sont pas pour lui que puisqu'il n'y a pas de mariage entre eux. Pourtant l'imam partageait la nuit nuptiale entre ces femmes et la dame en question.

Les rumeurs sont parvenus jusque chez la famille Touré qui assure la gestion de la grande mosquée de #Bamako qui à leur tour ont fait appel à la dame pour plus d'infos et coup de théâtre, cette dernière confirme qu'effectivement il n'y a pas de mariage entre lui et l'imam et d'ajouter qu'ils vivent en concubinage.

Appelé à s'expliquer dans la famille Touré , l'imam nia et se borna à dire qu'il existe un lien de mariage entre lui et la dame. Questionné sur qui sont les témoins de son mariage la mosquée dans la quelle il fût célébré, l'imam n'a pas pu donné une reponse .

La famille #Touré à alors décidé de le faire remplacer par un fils de l'imam balla Kalé en attendant que les choses se clarifient. Le vendredi le 05 juin 2020, ils l'ont empêché de faire prier les fidèles lors de la prière de vendredi.

La décision de sa destitution est tombée le dimanche 7 juin 2020.

Deux influents prêcheurs ont plaidé pour sa cause, la famille Touré à opposé un non catégorique. C'est ainsi que kokè à été remplacé.

Alassane Keita



DÉCLARATION SOLENNELLE DES CONFESSIONS RELIGIEUSES ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE DU MALI

NOUS, confessions religieuses et organisations de la société civile, rassemblées ce jour 04 Juin 2020 au Mémorial Modibo KEITA

- CONSIDÉRANT les multiples défis auxquels le pays est confronté depuis un certains temps, notamment la situation sécuritaire, les conflits communautaires, la crise scolaire, exacerbés par la pandémie du Coronavirus ;

- CONSIDÉRANT les menaces multiformes qui planent sur notre pays;
 - REGRETTANT que le traitement fait des résultats des dernières élections législatives a contribué à la détérioration du climat politique ;
 - CONVAINCUS que le respect de la constitution est un gage de stabilité qui garantit la liberté d'expression et de manifestation dans le respect de la loi ;
 - CONVAINCUS ÉGALEMENT que le Mali est et reste notre bien commun à préserver et à renforcer ;
- 1- RAPPELONS que la satisfaction des besoins fondamentaux du citoyen fait partie des grandes missions régaliennes de l'état, notamment la protection des personnes et de leurs biens, le droit à l'éducation, à la santé et à la justice ;
 - 2- SALUONS toute initiative contribuant à l'apaisement du climat social ;
 - 3- INSISTONS sur le respect du vote du peuple malien, au travers, entre autres, de l'exigence de transparence dans les élections qui sont et demeurent un pan important dans l'avènement et le renforcement de la démocratie ;
 - 4- INVITONS les maliennes et les maliens, de l'intérieur comme de l'extérieur, à l'attachement à la constitution et au respect de nos valeurs sociétales qui considèrent comme cardinales les vertus du dialogue ;
 - 5- DEMANDONS à toutes les maliennes et tous les maliens, de mettre le Mali au dessus des ambitions et désirs personnels.
- Fait à Bamako, le 04 Juin 2020



Etienne Fakaba Sissoko

Cassez la pipe si ça vous tente, Personne ne nous imposera l'idéologie de la pensée unique. J'ai l'impression que soit nous n'avons pas été assez clairs soit certains font semblant de croire au père Noël en croyant pouvoir influencer sur nos prises de positions sur le Mali en se versant dans des niaiseries, des jacacteries, des singeries. Dechantez car personne ne nous tracera le chemin à notre place. Autour du même problème fondamental préoccupant toute la nation: la gouvernance d'ibk, chacun a poussé sa réflexion et nous avons jugé nécessaire de venir apporter notre expertise pour tenter de faire bouger les lignes dans le cadre de l'accord politique ayant aboutit au Dialogue national inclusif.



Pour certains nous avons commis un crime, mais pourtant ils ont aussi fait leur choix qu'ils assument. C'est quand même prétentieux que ne pas à défaut de comprendre, au moins de respecter cette diversité de choix.

Aujourd'hui le débat est encore plus houleux, d'un côté ceux qui pensent qu'il faut faire démettre le président avec son corollaire de zizanie (pour qui sait qu'aucune institution de la république ne sera épargnée) et la solution est trouvée et de l'autre côté nous autres qui pensons que cela est un saut dans l'inconnu qui ne paraît pas idéal et qu'il faut mettre la pression pour faire appliquer les résolutions et recommandations du DNI qui a traité en profondeur tout le problème malien.

Pour notre part, on a pas entendu un seul discours sur la place de l'indépendance qui fustige un mal de ce pays auquel nous n'avons pas touché lors du DNI et autour duquel nous avons pas pensé ensemble des solutions idoines.

À noter s'il ya lieu de le rappeler pour les pourfendeurs du DNI, que les actions à exécuter ont été fixées à court, moyen et long terme, donc arrêtez de tenter de vouloir jeter le discrédit sur le dialogue national comme si le document faisait ressortir le coup de baguette magique capable de résoudre tout en un clin d'oeil.

Les résolutions du DNI prouvent au moins qu'on s'accorde sur l'existence des problèmes de fond mais la différence persiste au niveau de la méthodologie à aborder pour les résoudre.

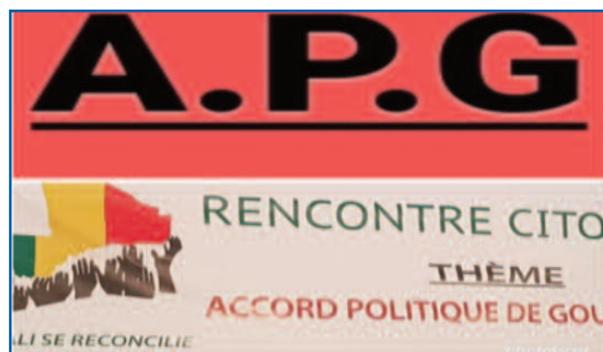
Cela devra désormais être clair pour tous: Nous sommes conséquents envers nous mêmes. Malgré le retard accusé dans la mise en oeuvre des résolutions et recommandations du dialogue national, retard que nous dénonçons avec véhémence, nous pensons que la solution se trouve dans ce document. Si combat nous devons mener à terme le nôtre s'articulera autour de la diligence à faire appliquer dans un plus bref délai et avec un chronogramme bien établi les résolutions et recommandations du DNI.

Les non croyants nous sortent l'histoire qu'on continue de vendre notre DNI, on le préfère car à sa place vous n'avez rien à nous offrir et qui nous paraît plus pragmatique comme solution.

Libre à chacun de suivre sa voie mais avoir la prétention de vouloir nous faire imposer votre vision, pour qui nous connaît, le mieux c'est d'économiser vos efforts.

Le peuple c'est pas que vous, c'est aussi eux c'est aussi nous donc c'est nous tous et nous avons tous notre mot à dire.

#Boubacar_Koumaré



Gouvernement du Mali



Communiqué N°98 #MSAS #Covid19
 Situation de la maladie à coronavirus à la date du
 08 Juin 2020 :
 14 nouveaux cas
 00décès
 43 patients guéris.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES
 SECRETARIAT GÉNÉRAL
 Institut National de Santé Publique (INSP)

REPUBLIQUE DU MALI
 Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUE N° 98 DU 8 JUIN 2020
 DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES SUR LE SUIVI DES
 ACTIONS DE PREVENTION ET DE RIPOSTE A LA MALADIE A CORONAVIRUS.

Le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales communique :
 Ce jour, 8 juin 2020, sur cent-neuf (109) échantillons testés, les services de santé ont enregistré quatorze (14) nouveaux cas de COVID-19. Par ailleurs, nous notons quarante-trois (43) patients guéris et zéro (0) décès au cours des dernières vingt-quatre (24) heures.

Région de Koulikoro	2 cas
- Kati	2 cas
Région de Sikasso	2 cas
- Koutiala	2 cas
Région de Tombouctou	3 cas (dont 2 non communautaires)
- Tambouctou	1 cas
- Diré	1 cas
District de Bamako :	3 cas
- Commune III	2 cas
- Commune IV	1 cas (non communautaire)
- Commune VI	1 cas

A ce jour, la situation cumulée est de :
 - 1547 cas positifs,
 - 56 décès dans les centres de prise en charge et 36 dans la communauté,
 - 916 guéris.

La recherche continue pour trouver toutes les personnes-contacts.
 A ce jour, 2401 personnes-contacts font l'objet d'un suivi quotidien.
 Le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales invite les populations à rester sereines et à respecter les mesures de prévention.

Bamako, le 8 juin 2020
 P / Le Coordinateur National du Covid-19/ PO
 Professeur Aboubacar I. MAIGA
 Directeur Général Adjoint INSP

suite, à l'instant présent de son opposant historique celui qui depuis 2002 sert de repère, de balance et qui, depuis 2013 s'est érigé en obstacle contre les abus d'un pouvoir clanique sans vision. Le président Soumaïla dénonce avec minutie. Il conteste avec précision et bloque les incohérences avec élégance. Il tient à la république, se bat pour la démocratie, éveille le peuple au patriotisme, initie une politique de tolérance et de préservation de l'État mais ferme contre la gabegie et le laxisme. Il dérange.

Même absent le président Soumaïla CISSÉ dérange les fossoyeurs de la république, ceux qui ont des visées de bien être intrinsèque, à la place de la recherche du bonheur d'un peuple perdu, martyrisé. Pris en otage par des ravisseurs inconnus. Enlevé sans revendications. Privé de liberté sans raison apparente. Perdu dans un Mali à un moment où s'y trouve braqué les yeux des armées les plus puissantes du monde. Supposé être entre les mains de soi disant islamistes qui n'ont aucune caractéristique habituelle de ceux ci. Le cas du rapt de Soumaïla pose surtout des questions.

Le comble dans cette histoire est l'affolement des réseaux sociaux chaque fois que la pression se fait sentir par le peuple. Dans ces moments on entend qu'il est blessé, où qu'il a été déplacé d'un point à un autre. Dès fois des vocaux sont diffusés informant de l'imminence de sa libération ou de celle ci. Des vidéos sont souvent réalisées pour mieux pousser la confusion. Ils sont maintenant arrivés jusqu'à parlé de sa mort. Dommage, mille fois dommage.

Le président Soumaïla dérange qui ? Le président de l'Union pour la République et la Démocratie protège les maliens de quoi ? Le chef de file de l'opposition malienne empêche la survenance de quoi contre nos ennemis ? Le mieux est de le ramener car l'acte posé contre lui, est devenu un talisman offert à lui par le peuple malien, qui désormais observe rigoureusement l'évolution des choses. LIBEREZ -LE !" #LiberezSoumi2023

Bamako: L'imam de la grande mosquée destitué par les patriarches Touré pour adultère. Source : BS- Sentinelle

PINAL



MOUSSA SEY DIALLO, REND HOMMAGE AU PRÉSIDENT SOUMAÏLA CISSÉ
 "LE PRÉSIDENT SOUMAÏLA CISSÉ DÉRANGE MÊME ABSENT.

Le président de l'URD, l'honorable Soumaïla CISSÉ a été pris en otage le 25 Mars 2020 pendant qu'il était en pleine campagne électorale à Niafunké dans sa région natale.

Le candidat Soumaïla CISSÉ par respect aux populations de sa circonscription électorale, en toute confiance en son gouvernement, surtout en la parole de ses dirigeants, a pris la décision de se rendre sur place pour demander un nouveau mandat législatif.

Malheureusement il a été rapté. Cela fait 76 jours aujourd'hui que le chef de file de l'opposition politique malienne, qui a été brillamment réélu par sa base depuis le premier tour des législatives est absent sur la scène politique malienne.

Pourtant le peuple malien n'a jamais eu autant besoin d'un chef de file de l'opposition avec un leadership avéré. Le pays a besoin de cet opposant qui s'impose par son envergure, par sa pertinence, par ses relations, par son courage, par sa bravoure. Le Mali a besoin tout de

Figaro du Mali



Si la démocratie malienne a réellement pour fondement la légitimité populaire dans les formes contenues dans nos textes, il est évident qu'à partir du vendredi 05 juin 2020 le Mali est condamné à faire le dur choix d'accepter l'avènement d'une quatrième république, déjà en vue. Ceci suppose :

1. la mise en place d'une assemblée constituante composée d'hommes et de femmes choisies suivant les seuls critères de compétence et d'intégrité ;
2. un gouvernement restreint de mission.

Le tout mis en place par une instance nationale souveraine. Les gymnastiques juridiques déplaceraient inutilement le problème longtemps déviés d'ailleurs. Ibrahim Djibrilla Maiga

* MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE Recrutement à titre exceptionnel de deux mille cinq cent (2 500) Sous-Officiers de Police, spécialité Maintien d'Ordre (MO), parmi les candidats ayant panicipé aux épreuves orales du concours direct de recrutement d'Elèves Fonctionnaires de Police, objet de *l'Arrêté N°1582/MSPC-SG du 14 mai 2018.*

NB : Les candidats concernés sont soumis aux visites médicales d'incorporation. A l'issue de ces visites, les candidats déclarés aptes sont soumis aux épreuves orales de sélection.

Pape Cinq Étoiles KONÉ

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE
 REPUBLIQUE DU MALI
 Un Peuple - Un But - Une Foi

ARRÊTE N°2020-1919/MSPC-SG DU 27 MAI 2020
 PORTANT ORGANISATION D'UN TEST D'APTITUDE DE RECRUTEMENT
 D'ÉLÈVES SOUS-OFFICIERS DE POLICE

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE,

Vu la Constitution ;
 Vu la Loi n°05-020 du 30 mai 2005 portant ratification de l'Ordonnance n°04-026P-RM du 16 septembre 2004 portant création de la Direction générale de la Police nationale ;
 Vu le Décret n°04-470/P-RM du 20 octobre 2004 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction générale de la Police nationale ;
 Vu l'Arrêté n°1582/MSPC-SG du 14 mai 2018 portant ouverture d'un concours direct de recrutement à la Police nationale ;
 Vu les éléments du dossier ;
 Vu l'urgence et les nécessités de service,

Pape Cinq Étoiles

ARRÊTE :

Article 1^{er} : A titre exceptionnel, il est organisé un test de recrutement de deux mille cinq cents (2500) élèves sous-officiers de police, spécialité maintien d'ordre (MO), parmi les candidats ayant participé aux épreuves orales du concours direct de recrutement d'élèves fonctionnaires de Police, objet de l'Arrêté n°1582/MSPC-SG du 14 mai 2018.

Article 2 : Les candidats concernés sont soumis aux visites médicales d'incorporation. A l'issue de ces visites, les candidats déclarés aptes sont soumis aux épreuves orales de sélection.

Article 3 : Une décision du Directeur général de la Police nationale fixe la liste définitive des candidats admis.

Forces Armées Maliennes

COMMUNIQUÉ MDAC

Depuis un certain temps, des informations font état d'exactions non encore élucidées attribuées aux Forces Armées maliennes (FAMa) sur les théâtres des opérations, notamment dans les localités de Binédama et Yangassagou dans la région de Mopti et Massabougou dans la région de Ségou.

Communiqué

Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que des allégations de détournement par un mécanisme de faux bulletins de paie au sein de son département font le buzz dans les médias.

Le Ministre rappelle que des efforts importants d'amélioration des conditions de vie et de travail des militaires, par l'adoption de la 1ere Loi d'Orientation et de Programmation Militaire, ont été consentis par le Gouvernement de la République du Mali.

Toute initiative tendant à saboter ces efforts ne saurait être tolérée par le Département.

Par conséquent le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants a ordonné à la hiérarchie militaire de faire toute la lumière sur ces allégations et a promis qu'aucune malversation ne restera impunie.

Par ailleurs, le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants rassure que le processus de bancarisation des salaires des militaires en cours contribuera à renforcer la transparence de la gestion des salaires du personnel sous sa tutelle.

Le Ministre sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Le Ministre

Général de Division Ibrahima Dahirou DEMBELE
 Commandeur de l'Ordre National



PLANET

À base d'eau Supermont et de sucre Naturel

La correspondance du chef d'Etat-Major général des forces armées fait polémique : L'Armée est-elle sur le point de lâcher IBK ?



Une correspondance du Chef d'Etat-major Général des Armées adressée aux chefs d'Etats-majors et Directeurs de services avec comme objet les dispositions sécuritaires à prendre pour la manifestation du vendredi 5 juin 2020, a fait le tour des réseaux sociaux et semble créer polémique et susciter une inquiétude au sommet de l'Etat. Cette correspondance, à en juger par sa forme, est une correspondance d'une armée républicaine et responsable qui est au service exclusif du peuple, mais par son fond, elle donne une sueur froide aux hautes autorités qui l'assimileraient à une allégeance aux manifestants. Pourquoi cette correspondance suscite-t-elle autant de polémiques ? Est-ce le début de la prise de conscience de l'armée, après les errements qu'elle a commis par le passé ? Voudrait-elle être à équidistance de toutes les tendances politiques pour affirmer sa neutralité ?

En substance, voici ce qu'on pourrait lire dans la correspondance : « Une manifestation est prévue à Bamako le vendredi 5 juin 2020 à 14 h00. A ce titre il convient de sensibiliser les hommes placés sous vos ordres afin qu'ils restent en marge d'un tel évènement et qu'ils adoptent les mesures suivantes : 1- rester au camp et ne sortir que par stricte nécessité auquel cas en informer la permanence. 2- Au besoin, se mettre en tenue civile pour aller en ville et rester loin des manifestants. 3- Mettre en place les piquets d'intervention au niveau de l'armée de Terre, de l'Armée de l'Air, de la Garde Nationale, de la Gendarmerie Nationale et du Génie Militaire. 4- les piquets doivent être dotés des véhicules d'intervention. 5- les piquets ne doivent intervenir que sur ordre du Major de garnison sous l'autorité du Chef d'Etat-major des Armées ou sur la base de réquisition signée des autorités compétentes. »

Doit-on trouver à redire après une telle correspondance à la fois responsable et professionnelle surtout face à une manifestation des hommes politiques mains nues ? Cette dépêche qui a fait le tour de la toile a donné du baume au cœur des manifestants et les a rassuré d'un déroulement sans heurts.

Si les contestataires ont applaudi des deux mains l'attitude responsable et professionnelle des forces de maintien de l'ordre, tel ne semble pas être le cas au sommet de l'Etat qui aurait interprété cette attitude

Armée Malienne : Deux de nos vaillants officiers distingués aux Etats-Unis



Le Lieutenant-colonel Joachin CISSOKO et le Commandant d'Aviation Fatimata Bintou SANGARÉ, deux officiers maliens, viennent de terminer avec succès leur formation militaire (promotion 2020), respectivement à l'Ecole de Guerre des USA à Carlisle, en Pennsylvanie, et à l'Ecole d'Etat-major et de Commandement de l'Armée de l'Air des USA, Maxwell AFB, Alabama.

Le Lieutenant-colonel CISSOKO a obtenu le diplôme de l'Ecole de Guerre des USA et un Master en études stratégiques. Pour sa part, le Commandant d'Aviation Fatimata Bintou SANGARÉ a obtenu deux distinctions, celle de la Recherche et celle des Etudes internationales de sécurité. Le Colonel-major Sory Ibrahim KONÉ, Attaché de Défense à l'Ambassade du Mali à Washington, a suivi les cérémonies virtuelles de graduation de nos vaillants officiers.

Occasion pour l'Ambassadeur du Mali à Washington et l'ensemble du personnel de la mission d'adresser leurs vives et chaleureuses félicitations à ses deux officiers qui ont, par leur brillant parcours, honoré le Mali et ses Forces de Défense et de Sécurité.

Yama DIALLO, Source : Ambassade du Mali aux États-Unis

comme un sabotage, voire une allégeance aux manifestants.

En somme, nul ne doit perdre de vue que l'armée est une entité de la société et par conséquent elle ne saurait suivre la tête baissée et de façon permanente un homme ou un régime.

Youssef Sissoko

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Lutte contre le terrorisme : le chef d'Al Qaïda tué au Mali



Lors d'une opération dans le nord du Mali, le chef d'Al Qaïda au Maghreb, Abdelmalek Droukdel, serait tué par les forces Barkhanes. L'information a été donnée par la ministre française des armées, Florence Parly, le vendredi 05 juin 2020.

Selon AMAP, Mme Parly déclare que l'opération a été menée par la force Barkhane en compagnie de ses partenaires. La ministre française annonce qu'en plus du chef de cette organisation djihadiste, plusieurs autres de ses collaborateurs ont été tués le mercredi 03 juin 2020. À noter qu'Abdelmalek Droukdel était le commandant de l'ensemble des groupes alqaidistes d'Afrique du Nord et de la bande sahélienne. Plus précisément le JNIM, l'un des principaux groupes terroristes actifs au sahel. Il était également un membre du comité directeur d'Al Qaïda.

Agriculture : subvention de l'engrais

Le Gouvernement du Mali accorde un appui exceptionnel de plus de 35 milliards de CFA pour subventionner l'engrais, faire face à la baisse des prix sur le marché international et les difficultés dues au COVID-19. Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, ministre de l'Economie et des Finances, Dr Boubou Cissé a reçu ce dimanche 7 juin, une délégation des acteurs de la filière coton composée du ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar, du PDG de la CMDT, M. Baba Berthé et des syndicats de producteurs de coton.

La rencontre avait pour but d'échanger sur les difficultés liées à la baisse du prix du coton-graine, suite aux effets devastateurs de la pandémie du COVID-19. Le Premier ministre, Chef du gouvernement a tenu à travers cette rencontre, à manifester la volonté du Gouvernement pour la cause des producteurs de coton dont le rôle dans l'économie du pays ne souffre d'aucun doute. Conscient de l'impact négatif sur le plan socio-économique, le Premier ministre a échangé avec les producteurs afin de sauver la prochaine campagne.

Ainsi, face aux différents enjeux, les décisions suivantes ont été prises de commun accord entre toutes les parties :

- (1). Le maintien des prix d'achat du coton pour la campagne 2020 - 2021;
- (2). La subvention à titre exceptionnel d'un montant de 35 milliards de F CFA, matérialisée par un bonus de 50F sur chaque kilogramme de coton produit et vendu à la CMDT. EN somme, l'Etat à travers la CMDT s'engage à acheter chaque kilogramme produit localement à 250F pour le premier choix et 225 F pour le second choix ;

Le président Maky Sall vole au secours des écoles privées



Il a ordonné à son ministre des finances de mettre 1 milliard de FCFA à la disposition des établissements privés pour leur permettre de payer les arriérés de salaires des enseignants et du personnel. Tandis qu'au Mali, les enseignants privés sont les grands oubliés. Que c'est bien d'avoir un président sérieux comme son Excellence Maky Sall !

Menaka : Neutralisation de deux bandits



Le jeudi 4 juin 2020, une unité du MSA a mis la main sur le nommé Ismaghil Ag Afoukouche jeune homme âgé de 23 ans, et mis hors d'état de nuire Ahmad Ag Houmouden, tous les deux auteurs de l'assassinat le 28 mai 2020 à Ménaka de Hazi Ag Haynaha et de Zeini Alghabid Ag Ibla deux civils commerçants.

Ces jeunes hommes sont des malfrats très violents qui opèrent sur une moto avec des fusils de type kalashnikov. Après l'arrestation d'Ismaghil et son interrogatoire, il a donné le nom de son complice en la personne d'Ahmad Ag Houmouden. Ce dernier pendant son interpellation a ouvert le feu sur l'unité chargée de son arrestation. Cette dernière a riposté et neutralisé le meurtrier. Ces bandits sont également les auteurs de l'assassinat du notable Istaf Ag Hattijani tué le 8 janvier 2020 à Tassirist (30km sud de Ménaka). Par ailleurs, le MSA a signalé aussi qu'Ismaghil Ag Afoukouche et son complice sont des éléments qui utilisaient le fanion du MSA en clandestinité durant leurs opérations.

- (3). Les engrais seront cédés à leurs prix courants. En retour, les représentants des cotonculteurs ont pris l'engagement de mobiliser l'ensemble des producteurs afin de réussir la prochaine campagne agricole dans les zones cotonnières.

CCRP - Primature

COMMUNIQUE SUR LA MANIFESTATION DU VENDREDI 05 JUIN 2020 :

Le Gouvernement informe l'opinion nationale que ce vendredi 05 juin 2020, à partir de 12 heures, la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud DICKO (CMAS), le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et le Mouvement Espoir Mali Koura (EMK) ont organisé un rassemblement sur la place de l'Indépendance.

Le Gouvernement, toujours soucieux du respect des libertés publiques des maliens, a autorisé la manifestation à travers le Gouverneur du District de Bamako et a déployé les forces de l'ordre et de sécurité pour l'encadrer.

Globalement, tout s'est déroulé sans incident, même si une quarantaine de manifestants souffrant de malaise ont été secourus par les unités d'intervention de la Protection civile.

Toutefois, le Gouvernement déplore, à la fin du rassemblement sur la place de l'indépendance, que des manifestants particulièrement surexcités, se soient dirigés vers la résidence du Président de la République à Sébénicoro. Dans leur acharnement pour forcer le dispositif sécuritaire mis en place par les forces de l'ordre, ils ont été dispersés à coup de gaz lacrymogènes. S'en sont suivies de vives altercations qui ont occasionné :

- Dix-neuf (19) blessés dont quinze (15) parmi les forces de l'ordre ;
- Onze (11) véhicules des forces de sécurité endommagés par les manifestants, dont un totalement (01) incendié.

Des interpellations ont été effectuées sur les lieux et une enquête est en cours pour situer toutes les responsabilités de ce débordement.



Tout en félicitant les forces de l'ordre pour le professionnalisme et la retenue dont elles ont fait preuve face à un tel déchaînement de violences, le Gouvernement invite les populations au calme.

Le Gouvernement rappelle que l'exercice du droit constitutionnel de manifestation pacifique ne doit pas donner lieu à des actes de vandalisme ni de violences.

Il invite les acteurs politiques et de la société civile au respect du cadre institutionnel républicain et démocratique.

Il rassure les populations qu'il restera attentif à la satisfaction de leurs préoccupations légitimes.

Le Gouvernement renouvelle son offre de dialogue au collectif d'associations et de partis politiques qui s'est exprimé à travers le rassemblement du 5 juin 2020.

Bamako, le 06 juin 2020

Le Gouvernement,

Le Ministre de la communication, porte-parole du gouvernement
Yaya Sangaré, Officier de l'Ordre national

Mali : Communiqué du gouvernement sur les allégations d'exactions commises à Niagassadiou et Binedama, dans la région de Mopti

Le gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale que des allégations font état d'exécutions extrajudiciaires les 3 et 5 juin 2020 dans les villages de Niagassadiou (commune de Mondoro, cercle de Douentza) et de Binedama (commune de Madougou, cercle de Koro). Le premier bilan établi est respectivement de 14 et de 29 morts dont des femmes et des enfants. Des habitations de Binedama dans la commune de Madougou ont été incendiées. Les auteurs n'ont, à ce stade, pas été clairement identifiés, même si des sources prétendent qu'ils étaient habillés en tenue de l'Armée malienne. Le Gouvernement, très préoccupé par ces graves allégations, a instruit à la hiérarchie militaire d'établir immédiatement les faits. La justice est également saisie.

Le Gouvernement condamne avec la dernière énergie ces tueries quels qu'en soient les auteurs. Il présente ses condoléances les plus attristées aux familles des victimes. S'il s'avérait que ces exécutions sont l'œuvre d'éléments de l'Armée nationale, des sanctions proportionnelles à la gravité des actes seront prises par le Chef Suprême des Armées. Toutes les responsabilités seront situées et les coupables seront traduits de-



vant la justice. Le Gouvernement invite, malgré ces événements tragiques et regrettables, les populations des localités concernées à poursuivre les efforts de médiation initiés par les notabilités pour parvenir à la réconciliation et la cohésion sociale entre toutes les communautés du pays. Tout en apportant son soutien indéfectible aux Forces de défense et de sécurité nationales déployées sur le terrain, le gouvernement réitère sa détermination à sanctionner toute forme de violation des droits de l'homme, particulièrement les exécutions extrajudiciaires.

Bamako, le 07 juin 2020

Le Gouvernement,

Le Ministre de la Communication,
Chargé des Relations avec les institutions,
Porte-parole du Gouvernement
Yaya SANGARE, Officier de l'Ordre national

OFFICE CENTRAL DE LUTTE
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

==000==

SECRETARIAT GENERAL

==000==

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

==000==

COMMUNIQUE

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que l'OCLEI a mis en service le **NUMERO VERT 80 00 22 22**. Ce numéro vert permet aux citoyens de disposer d'un mécanisme efficace et rapide de dénonciation de faits présumés d'enrichissement illicite.

Du 9 décembre 2019 au 31 mars 2020, l'OCLEI a reçu plus de **300 appels**. Les faits dénoncés sont en cours de traitement.

Après les investigations, le Conseil de l'OCLEI décidera de la transmission des cas susceptibles de constituer un enrichissement illicite aux juridictions compétentes. La justice décidera de la suite à réserver aux dossiers transmis par l'OCLEI.

Le Président de l'OCLEI remercie tous ceux qui ont déjà bien voulu apporter leur soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

Bamako, le 23 avril 2020



Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI),

Bamako, Hamdallaye ACI 3000, Place CAN, rue 390, BP: E3977, Téléphone: (00 223) 20 29 12 29, N°vert: 80 00 222 22, Site web: www.oclei.ml

Médina Coura : Une mineure de 14ans violée par un homme de 48 ans !

Marié et père de 5 enfants, Aboubacar Diabaté alias "Grand griot" est le pédophile qui a été pris en flagrant délit de viol le lundi 1er juin dans l'après-midi sur la mineure A.K de 14 ans. Menuisier de son état et collaborateur du grand père de sa victime, M. Diabaté a été pris la main dans le sac par l'un de ses collègues dans les toilettes de la concession de ce dernier. Humilié par ce forfait cinglant, le "Grand griot" n'avait d'autre choix que de prendre la poudre d'escampette. A.K (le initiaux du nom et prénom de la victime) est une orpheline qui vit avec sa grand-mère maternelle dans la famille Coulibaly. Aboubacar Diabaté dit "Grand griot", non moins collègue du grand père d'A.K (sa victime) dans un même atelier de menuiserie, abusait sexuellement de cette dernière depuis presque 4 ans.

Le lundi 1er juin 2020, le pédophile avait une fois de plus nourrit l'idée de vider sa libido comme d'ordinaire sur la petite A.K dans les toilettes de la concession de celle-ci. Lâché par la Baraka, il a été pris en flagrant délit au moment même où il chevauchait la pauvre innocente. Et ce, par un collaborateur. Pris de panique, il n'a pas tardé à disparaître de la nature.

Sidérée, la famille de la victime a immédiatement porté plainte contre "Grand griot" au niveau du 3ème Arrondissement. Connu dans sa perspicacité, la brigade de recherche de ce commissariat a diligenté une enquête afin de mettre les grappins sur ce griot "immoral". Dans son témoignage, la victime A.K, dira que le griot Diabaté avait pris la mauvaise habitude de satisfaire ses désirs sexuels avec elle depuis près de quatre ans, cela souvent avec des

menaces de mort. « A chaque fois, qu'il me touchait, il me menaçait de me tuer, si j'osais dire quoique ce soit à quelqu'un » a confié la petite A.K.

D'après la tante d'A.K, le gynécologue qui a consulté la gamine sous une décision policière a bel et bien confirmé que le criminel touchait sexuellement la petite et qu'elle est même atteinte à présent d'une infection.

Le hic dans tout ça, est que le pédophile Diabaté est très bien connu et respecté dans le quartier populaire de Medina Coura. Aussi, il est abonné d'une mosquée dénommée "Bamanan Misiri" où il détenait même la caisse. Aux dires toujours de la tante de la victime, suite à l'explosion de cette affaire, d'autres cas de viol et d'abus sexuels commis par le griot Diabaté ont fait surface. Dans ce lot, le plus aberrant est celui de la petite sœur de sa femme.

Jusqu'au moment où cette affaire est mise sous presse, des recherches continuent activement par les hommes du commissaire Abdoulaye Djiré du 3ème Arrondissement afin de mettre les grappins sur ce violeur invétéré.

■ Par Mariam SISSOKO



Détournement de vivre en commune v : 147 tonnes de riz et 343 tonnes de semoules ?

C'est précisément 147 tonnes de riz et 343 tonnes de semoules qui ne sont pas arrivées à leurs destinataires alors que ces céréales ont été mises à la disposition de la Mairie par le gouvernement.

Pour mieux comprendre comment cela est arrivé, il faut seulement suivre la logique. Le gouvernement malien a mis à la disposition de la Commune V: au total 587 tonnes de riz et 783 tonnes de semoules.

Les quatre grands quartiers de la Commune V, à savoir Daoudabougou, Kalabancoura, Sabalibougou et Bacodjicoroni, ont reçu chacun 70 tonnes de riz et 70 tonnes de semoules. Ce qui fait un total de 280 tonnes riz et 280 tonnes

de semoules pour ces quatre (4) quartiers.

Les quatre autres quartiers de la commune, à savoir Quartier-Mali, Torokorobougou, Badalabougou et Sema, ont reçu, à leur tour, 40 tonnes de riz et 40 tonnes de semoules. Ce qui fait aussi 160 tonnes de riz et 160 tonnes de semoules.

En tout, les quantités de céréales partagées en Commune V sont, pour le riz: 280 tonnes pour les 4 grands quartiers, plus 160 tonnes pour les 4 petits quartiers. La quantité de riz partagée est de 440 tonnes, alors que le gouvernement a mis au total 587 tonnes de riz à la disposition de la Commune V. Pour le riz, il y a donc 147 tonnes non partagées.

Pour la semoule aussi, ils ont partagé, entre les 4 grands quartiers 280 tonnes et 160 tonnes pour les 4 petits quartiers. En faisant la somme de la quantité de semoule partagée, on aura 440 tonnes partagées alors que le gouvernement a mis à la disposition de la Commune V 783 tonnes de semoule. Pour la semoule, il y a également 343 tonnes non partagées.

Donc, 147 tonnes de riz et 343 tonnes de semoules ont disparus en Commune V de Bamako. Il faut aussi souligner que les kits étaient composés de 30 kg de riz et 40 kg de semoules, mais les populations ont reçu des kits composés de 30 kg de riz et 25 kg de semoules. C'est dire que pour chaque kit, il y a 15 kg de semoules qui manquent. En faisant un petit calcul, on verra que des tonnes de semoules ont été détournées à ce niveau aussi. Face à tous ces détournements de céréales destinées aux couches défavorisées, les autorités du Mali sont vivement interpellées pour faire la lumière sur les opérations de partages de ces céréales sur tout le territoire malien.

■ Fousseyni SANOGO





Le long de la frontière avec le Burkina : **Le carnage continue, selon des associations peules**

Selon l'Association culturelle peule Tabital Pulaaku Mali, le carnage humain dans les villages peuls continue de plus belle. Dans un communiqué en date du 6 juin 2020, le président de l'Association fait le constat triste d'une quarantaine de personnes tuées dans le village de Binedama, dans le cercle de Koro, région de Mopti, le vendredi 5 juin 2020, et demande l'ouverture d'une enquête internationale.

« Le chef de village a été assassiné et plus de dix-huit membres de sa famille avec lui. Le village a été totalement détruit », précise l'association qui impute la tuerie à l'armée malienne. « En seulement 72 heures, plus de 40 personnes ont été froidement abattues par les éléments des FAMA dont deux chefs de villages égorgés. Les victimes sont toutes de paisibles populations civiles trouvées et tuées dans leurs villages, sur les marchés ou dans les foires, qui n'ont commis pour tout crime

que celui de leur appartenance ethnique », souligne le communiqué de presse de Tabital Pulaaku Mali qui attribue les faits, à tort ou à raison, aux FAMA.

Dans son communiqué, le président de Tabital Pulaaku Mali, Abou Sow, indique que « le vendredi 05 juin 2020, un détachement de l'armée malienne, composé de plus de 40 véhicules pick-up lourdement armés, s'est rendu dans le village peul de Binédama (Commune de Madougou, cercle de Koro). Après avoir encerclé et investi le village, les militaires ont arrêté et froidement abattu 29 personnes dont deux femmes (de 70 et de 63 ans) et une fille de 9 ans. Les militaires ont ensuite volontairement incendié toutes les habitations, réduisant en cendre quasiment tout le village. Du fait de l'existence de moyens de communication modernes, l'opération militaire a été suivie en quasi direct dans le Mali et ailleurs ».

Face à cette vague de tueries, Tabital Pulaaku

Mali demande l'ouverture d'une enquête internationale indépendante par les organisations de défense des Droits de l'Homme et par les Nations Unies aux fins d'établir la véracité des faits. Contacté par notre confrère « Le Républicain », le samedi 6 juin 2020 dans l'après-midi, le Colonel-major Diarran Koné de la Direction de l'Information et des Relations Publiques de l'Armée (DIRPA) n'a pas souhaité réagir par rapport au communiqué de Tabital Pulaaku. A en croire le journal, ce dernier a quand même fait savoir que la mission principale de l'armée est de protéger et de défendre les populations maliennes sans exclusion. A cet effet, il a demandé à l'ensemble de la population de les soutenir et de les encourager dans cette option.

■ **Youssef Z KEITA**

GAO : La nouvelle destination aurifère du Mali

La Cité des Askia est devenue le nouvel Eldorado des orpailleurs du Mali et d'autres pays comme le Burkina Faso, le Niger, l'Algérie, la Mauritanie, le Soudan... Des gisements du métal jaune ont été découverts dans trois villages : Marsi, N'Tillit et Tinaïkorene.

Ces trois sites d'orpaillage sont distants, respectivement de 20, 30 et 15 km de N'Tahaka, situé sur la RN7 à 90 km de Gao. C'est au mois d'avril dernier, en plein mois de Ramadan, que la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre dans le Septentrion et au-delà.

En effet, à l'annonce de la nouvelle, des dizaines de jeunes issus des différentes communautés de notre pays ont convergé vers N'Tillit, armés de pelles, de pioches, de bidons... Certains ont déboursé des fortunes pour s'équiper de piqueuses, en appareils détecteurs d'or et en compresseurs.

A ce jour, la située des Askia s'étouffe de pick-up qui assurent le transport des orpailleurs sur le site. Ces véhicules sont conduits pour la plupart, par des individus armés jusqu'aux dents.

Sur le site, certains orpailleurs ont installé des tentes de fortune, alors que d'autres y sont venus avec des containers. Les orpailleurs sont ravitaillés en eau par des camions citernes, dont les propriétaires se frottent également les mains, tout comme les restaurateurs qui se trouvent sur le site. Pour le moment, seuls les hommes travaillent sur le site et l'alcool est prohibé, car le site est sous le contrôle des « djihadistes ». Ils ont dit qu'ils appliqueront la charia à tous ceux qui se rendront sur les trois sites.

Cette découverte rallonge la liste des revenus des « djihadistes » et les autres groupes armés

Selon un rapport publié le mercredi 13 novembre 2019, l'ONG International Crisis Group (ICG) « a attiré l'attention de l'opinion nationale et internationale que les ressources minières notamment l'or est en passe de devenir la nouvelle source de revenus des groupes armés dans le sahel ». Ces nouveaux prédateurs profitent de l'inexistence et de la faiblesse du Mali pour mettre la main sur les sites d'orpaillage.

Selon le rapport : « leur convoitise est attisée par le boom du secteur aurifère artisanal depuis la découverte en 2012, d'un filon saharien. Le Mali, cet état pauvre peine à faire face à la présence des « djihadistes », malgré la présence de forces étrangères de l'ONU et de la France, dont les populations ont de la peine à comprendre le but de leur présence. Cette situation est d'autant plus délicate du faite la contribution de l'or aux recettes budgétaires de 2020 est estimée à 401 milliards de FFCA d'une part et d'autre part, le Mali est le troisième producteur d'or en Afrique, après l'Afrique du Sud et le Ghana.

Depuis le milieu des années 2000, l'Afrique sahélo-saharienne connaît de multiples rués vers l'or. Ces événements spectaculaires mettent en mouvement des centaines milliers, voire des milliers d'individus qui, s'improvisent chercheurs d'or, partent à la recherche du précieux minerai dans des régions parfois très reculées.

La capacité de des autorités à réglementer les sites miniers, même indirectement, se détériore au fur et à mesure que la sécurité se détériore et que des groupes armés défient l'autorité de cet État. Cette pratique fait naître de nouvelles préoccupations sécuritaires. Le Mali, est l'épicentre de l'insécurité au Sahel et de l'or a été découvert dans une région où l'État est historiquement faible ou s'est récemment retiré. Cet État dispose de trop peu de ressources humaines et techniques pour superviser un secteur en pleine expansion. Cela profite à divers acteurs armés (groupes d'autodéfense, bandits, trafiquants, groupes rebelles et « djihadistes ») qui défient l'État. L'État ne pourra reprendre pied sur ce site que s'il est capable de démontrer sa capacité de frappe.

■ **Mahamadou YATTARA**



Mali : l'appel du 5 juin

Les militants et sympathisants du « Regroupement des forces patriotiques » ont pris d'assaut la Place de l'Indépendance le vendredi 5 juin 2020, à l'appel des responsables du regroupement, sous l'égide de l'imam Mahmoud Dicko. Une fois le pari de la mobilisation largement gagné, les organisateurs ne demandaient ni plus ni moins que la démission d'IBK. Se dirige-t-on vers un combat de la légalité contre la légitimité ? L'esprit du 5 juin va-t-il prospérer ?

POURQUOI L'APPEL À LA DÉMISSION D'IBK ?

Au Mali, Mahmoud Dicko n'est ni un inconnu, ni un parvenu. Ce que beaucoup font semblant de ne pas savoir, c'est qu'il n'a jamais été loin de la scène politique dont on peut même dire qu'il est resté un observateur avisé au cours des trente dernières années. N'a-t-on pas aperçu sa frêle silhouette en 1991 lorsqu'il a été appelé pour faire des bénédictions à la Conférence Nationale devant les représentants de toute la nation ? Ne l'a-t-on pas régulièrement entendu plus tard en sa qualité de président du Haut Conseil Islamique, sur différents sujets concernant la vie de la nation : élections, code de la famille, réforme de l'école, prolifération des débits de boisson et autres lieux de prostitution, corruption, rébellion et terrorisme ? De 1992 à ce jour, combien d'hommes politiques se sont appuyés sur les leaders religieux pour parvenir à leurs fins ? IBK en fait partie pour avoir sollicité le chérif de Niéro qu'on dit être le mentor de Mahmoud Dicko. Comment expliquer la situation actuelle de dépit, voire de rejet de l'autre ? Sur la base des constats, l'explication la plus simple est qu'IBK ne sait pas entretenir durablement une relation sociale. Pour un homme politique, c'est le pire des défauts car il faut toujours craindre le retour du bâton. En effet, qu'il s'agisse des partis politiques, des organisations de la société civile, des chefs traditionnels, des leaders religieux, des opérateurs économiques, des anciens membres du gouvernement, des anciens présidents de la république ou de ses homologues chefs d'Etat, avec qui IBK entretient-il une véritable com-

plicité au point que celui-ci puisse être qualifié d'ami ? On a le sentiment que pour lui, les bonnes résolutions ne peuvent pas venir des autres. Dès lors, on comprend la demande publique de pardon formulée par Mahmoud Dicko pour lui-même et pour le chérif de Niéro, pour avoir été un moment des soutiens inconditionnels de l'homme qu'ils combattent aujourd'hui. Il justifie ce combat par la faillite du régime et la nécessité de sauver le pays du chaos qui pointe à l'horizon. Cette demande de pardon est méritoire et pleine d'humilité parce qu'elle ouvre la porte à d'autres pour qu'ils fassent leur mea culpa le cœur léger. C'est surtout une belle opportunité pour IBK lui-même de faire le sien, afin de créer l'apaisement et un cadre propice de dialogue. Attention à l'orgueil car il précède la chute !

EST-CE LA FIN D'UN CYCLE POLITIQUE ?

On sait le corps social malien malade. Il est malade des hommes politiques et de leurs pratiques de prédation. Il a mal à la jeunesse car de nombreux jeunes se sont réfugiés dans l'irrévérence et la violence des réseaux sociaux s'ils ne sont pas tout simplement des suiveurs de politiciens. Il est enfin malade de la réserve observée par la plupart des gardiens du Temple (chefs traditionnels et leaders religieux) au nom d'une certaine idée de leur mission. L'appel du 5 juin sera-t-il l'amorce d'une nouvelle ère politique ? Permettra-t-il de créer le déclic nécessaire dans un contexte difficile marqué par la division du pays, la crise sécuritaire, les conflits intercommunautaires, les clivages sociaux aggravés, les crises post-

électorales, la défiance vis-à-vis des institutions et de ceux qui les incarnent ? Quel que soit le cas de figure, tourner la page de l'ère du mouvement dit démocratique devient indispensable au Mali et IBK pourrait bien être le dernier des Mohicans de la 3ème république. Dans cette grisaille, comment ne pas saluer l'attitude républicaine et le courage du Gouverneur du District de Bamako qui a autorisé la marche, la déclaration rassurante du Chef d'Etat-Major de l'armée nationale et l'attitude professionnelle de l'ORTM qui a couvert et rendu compte de l'évènement au cours du journal télévisé du vendredi. Tout cela a contribué à abaisser la tension et éviter l'escalade. En réalité, les problèmes ne paraissent si compliqués que parce que ceux qui en ont la charge sont soit incompetents, soit défaillants et ils sont légion. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde pour dire que la solution à la crise au nord et au centre du pays ne sera pas militaire. Alors, pourquoi n'use-t-on pas des mécanismes traditionnels de règlement des conflits pourtant très efficaces, au lieu de nommer des représentants qui ne peuvent sortir de Bamako ? Surtout, pourquoi n'avoir pas sollicité l'expérience d'ATT dans le traitement du dossier du centre qu'il connaît bien, tout comme celle de l'imam Mahmoud Dicko dans celui du nord mais aussi du centre ? Les donneurs d'ordre dans la gestion de la crise au Mali doivent comprendre que la solution ne sera que malienne et il urge d'abrèger les souffrances des populations.

Le premier coup de semonce du « Regroupement des forces patriotiques » semble avoir fait tache d'huile. Dans ce combat républicain de la légalité incarnée par IBK et de la légitimité que représente le peuple, qui prendra le dessus ? Gageons que la sagesse finira par l'emporter. Les prochains jours nous édifieront.

■ Mahamadou Camara



LÉGALITÉ quand tu nous tiens et LÉGITIMITÉ quand tu nous quittes !

Nous l'avons dit : « Le Peuple malien a aujourd'hui les preuves évidentes et malheureusement la nette conviction, après tant de crises, tant propositions de sorties de crises jetées aux orties, tant de changements d'attelage gouvernemental, tant de chances et d'opportunités gâchées ..., que l'actuel président de la République n'est pas et n'a pas la solution pour le Mali en crise ». Demander sa démission est une démarche salvatrice en vue d'abrèger les souffrances du Peuple malien, de mettre fin à une gouvernance chaotique et dénuée leadership, et de sauver l'Etat malien d'une perte annoncée, enjambant des vies massacrées, des villages détruits et abandonnés, des populations jetées sur les chemins de l'exil, un système éducatif oublié, le pays coupé en morceaux, etc. A ce propos, trop de "juridisme" et de "légalisme" auront vocation à sauver les restes d'un régime prédateur sans avoir de solutions réelles pour les populations victimes et meurtries. Aujourd'hui le Peuple ne se reconnaît plus dans le pouvoir actuel, qui n'a plus la LÉGITIMITÉ. De même, la LÉGALITÉ ne couvre plus les pans

de ce régime à travers une Assemblée nationale frauduleusement concoctée et une Cour constitutionnelle violant, elle-même avec tant d'allégresse, les dispositions constitutionnelles et législatives qui devraient pourtant nous rassurer contre l'arbitraire. Les conditions désastreuses de l'élection de IBK lui-même en 2018 reviennent aujourd'hui avec force, et tout ce qui était caché aux yeux des citoyens ordinaires quand le candidat Soumaïla CISSE et son équipe criaient leur désarroi à propos de la mascarade électorale de la présidentielle, tous le découvrent à leurs dépens : il n'y désormais élections que de nom. Presque tout est FAUX et ce n'est pas juridiquement défendable. Le pire des pires, c'est que l'espoir et l'avenir sont sombres d'incertitudes, puisqu'il est clairement énoncé que le vote du citoyen ne vaut plus rien, et que quelle que soit la gestion calamiteuse à sanctionner, quel que soit le désir de changement des électeurs, il y a un système implacable de machination, qui commence au sein d'une administration locale embrigadée, des notabilités et représentants locaux corrompus par l'argent sale, des agents de bureaux de vote achetés, une administra-

tion centrale travestie pour la cause, et pire... une Cour constitutionnelle excellent dans le brigandage électoral...

Il n'y a donc plus d'espoir et ESPOIR MALI KOURA naît de ce besoin fondamental d'un MALI NOUVEAU.

Le Rassemblement historique du 5 juin 2020 du Peuple malien, tant sur la Place de l'Indépendance à Bamako, qu'à travers différentes citées de Kayes à Gao, voire dans la Diaspora, démontre à suffisance que les Maliennes et les Maliens veulent reprendre leur caution, leur légitimité à IBK et son régime, ... et la légalité politique est dénuée de sens sans la légitimité populaire... à défaut, nous serons en plein délire tyrannique, et Ni'ndjoujou Guimba serait passé par là !

La légalité et la légitimité ne sont que de simples apparats de la démocratie républicaine, donc de simples « autorisations ou permis de gouverner », elles doivent être utilisées pour défendre, protéger et servir le Peuple, et à défaut ... l'une ne va pas sans l'autre.

Et aujourd'hui, le régime IBK a la légalité fortement entamée, et la légitimité effilochée à l'extrême.

IBK, délivre le Peuple malien de ... Toi ! Car les forces vives du Mali peuvent se retrouver pour définir, librement et sans carcan, la vision et les contours d'un autre Mali qui est possible, ESPOIR MALI KOURA !

Ibrahim Ikassa MAIGA
Enseignant/FDPRI-USJP



Manifestation du 5 juin / ils ont dit... **Boubou lah : “la démission du président n’est même pas la solution à l’heure actuelle...”**

Cette manifestation n’est pas qu’une histoire de Dicko. Chacun sait que l’Imam Dicko se trouve habituellement à la mosquée. Mais si tout le monde s’est retrouvé auprès de lui en dehors de la mosquée, c’est que ce n’est pas aussi une histoire de mosquée, mais plutôt de la nation.

La situation actuelle du Mali est telle que seul l’Imam Mahmoud Dicko a la solution. Il avait de bonnes relations avec le président IBK, mais il a préféré sacrifier cette relation pour s’arranger du côté de la population. C’est d’ailleurs cette confiance qui explique ma présence à cette marche aujourd’hui. D’habitude, je ne m’expose jamais lors d’une manifestation de la sorte. En effet, j’estime que le but de la marche d’aujourd’hui est de mettre la pression sur IBK et son équipe pour qu’ils apportent un changement dans la gestion actuelle de l’état. Dans le temps, IBK même avait demandé à ATT de démissionner. Mais cela a été sans effet.

Le collectif des partis de l’opposition aussi avait demandé à l’époque, la démission d’Alpha Oumar Konaré. Pis, il l’appelait Monsieur Alpha puisqu’il ne le reconnaissait pas en tant que président, mais cela ne lui a pas empêché de faire dix ans à la tête du pays. Tout ça pour dire que la question de la démission du Président n’est que des mots, un moyen de pression sur le régime.

La démission du président n’est même pas la solution à l’heure actuelle, car ça va créer un vide constitutionnel sachant bien ce que vont exiger les organisations et la communauté internationale juste après la démission. Dans notre constitution, celui qui doit remplacer le président dans de telles circonstances est le président de l’Assemblée nationale, une personnalité qui est autant décrié que le président de la République. Donc, je pense qu’on doit imposer à ce que le gouvernement qui va être formé soit un gouvernement de consensus et que l’Assemblée nationale soit également dissoute en organisant une nouvelle élection pour élire des députés légitimes. Une modification doit être également portée à la cour constitutionnelle du Mali tout en mettant clairement de côté Manassa pour la présidence.



Honorable Abdoul B. Diallo, élu Ansongo sous la couleur URD : « Je pense que le changement est une nécessité aujourd’hui au Mali »

Je suis là pour dire que rien ne va dans ce pays. Des gens sont en train de mourir par centaines, hommes et femmes ; l’économie est en train de s’effondrer ; les boutiques sont en train de se fermer les unes après les au-

tres ; l’école est fermée depuis plus de six mois ; pas d’eau, pas d’électricité ; rien ne peut montrer que demain sera meilleur. Donc, je suis venu dire qu’on « en a marre ». Il faut qu’on danse sur un autre pied. Je pense que le changement est une nécessité aujourd’hui au Mali et seuls les imbéciles ne changent pas. À ceux qui craignent la dégradation de la situation actuelle du pays, moi je vois d’alternative. Au moins s’il y’avait un minimum d’espoir pour demain, j’allais dire que le président

reste, mais malheureusement d'année en année, on s'enfoncé plus. 2018 était mieux que 2019 et 2019 était mieux que 2020. Qu'est-ce qu'on attend encore ? Si c'est vraiment lui le problème, il faut qu'il cède la place pour qu'on essaye un autre et si ce dernier ne donne pas également, on le met de côté lui aussi.

Maitre Demba Traoré, secrétaire à la communication du bureau exécutif national de l'URD : « IBK doit démissionner puisque le pays est déstabilisé »

Aujourd'hui, nous sommes venus sur la place de l'indépendance pour demander en un mot la démission du président de la République Ibrahim Boubacar Keita. Il a mal géré le pays. Aujourd'hui notre pays va très mal, car nous n'avons pas d'école, le système de santé est défaillant. Pis, le gouvernement a menti au peuple en le faisant croire que la sécurité était revenue pour organiser les élections. Et une des conséquences de ce mensonge est l'enlèvement de notre président Soumaïla Cissé. Le chef de file de l'opposition qui, depuis son enlèvement, on est sans nouvelle et on ne sait pas non plus l'identité de ses ravisseurs. Une chose qui est inquiétante et très humiliante pour notre pays. Je pense que durant les sept ans de règne d'IBK, le Mali n'a connu que de recul, sans compter les nombreuses pertes en vies humaines civiles et militaires. C'est inacceptable, on ne peut pas continuer sur cette voie sachant que quand on est élu, c'est pour l'honneur et le bonheur de l'ensemble du peuple et c'est pour cet honneur et bonheur que le président doit démissionner aujourd'hui. IBK doit démissionner puisque le pays est déstabilisé, personne ne peut circuler librement et personne n'est à l'abri de quoi que ce soit au

jour d'hui. Vous voulez qu'on attende quoi pour réagir ? Qu'on finisse d'enterrer tous les Maliens ? Mais non, je pense qu'aujourd'hui la situation est plus que catastrophique. Si le commandant n'est pas à hauteur de mission, on ne doit pas attendre que le bateau coule avec tout le monde. C'est pourquoi on est sorti aujourd'hui, pour raccorder le tissu social et la paix sociale ébranlés par le régime d'IBK. Nous sommes là pour sauver ce qu'on peut sauver. Le niveau de déstabilisation du pays est de telle sorte que si le président gracie des prisonniers à Bamako, de l'autre côté du nord également on gracie. Vous avez vu ça sous quel régime si ce n'est pas seulement sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keita ? Donc je pense qu'aujourd'hui, il faut que nous soyons conscients de la réalité qu'il ne faut pas avoir peur, il ne faut pas non plus se faire peur, il faut juste se dire la vérité. Aucune nation ne peut se construire dans le mensonge. Aucune nation ne peut se construire dans la mauvaise gouvernance. C'est pourquoi cet exercice démocratique bien justifié dans le fond que dans la forme par tout ce public présent. Et si le Président aime bien le Mali comme il le dit et s'il porte les Maliens dans son cœur, il faut qu'il reconnaisse qu'il a vraiment échoué. Cela est humain puisque tout ne peut pas réussir à tout le monde. Il a essayé de régler le problème des Maliens, mais il n'a pas réussi. Donc, il faut tirer les leçons quand il est temps. Le Mali est assailli de tous les côtés, nous sommes devenus la risée du monde entier. Nous avons même honte de dire que nous sommes des Maliens aujourd'hui. Donc il doit partir.

Dr Alassane Diarra, membre de l'espoir Mali Koura : « On va faire la pression jusqu'au nettoyage »

du système »

Nous sommes la première structure qui a fait une conférence de presse le 14 mai dernier pour dénoncer tous les maux de la République. Et c'est nous qui avons demandé de mettre fin à ce système qui ne se limite pas au régime d'IBK seulement, mais à l'ensemble du système qui a commencé depuis 1991 à maintenir. Il faut aller à une quatrième république et amener le Mali dans le concert des nations. Cette manifestation et celle de 2012 sont bien différentes, contrairement à ce que pensent beaucoup de gens. En 2012 c'était un coup d'État militaire qui a mal tourné alors qu'aujourd'hui, c'est un événement murement réfléchi par des femmes et des hommes qui ont eu le courage de dénoncer le système et de demander le départ du président avec tout le système. Et nous sommes toujours dans cette logique, faire partir IBK et installer de vraies institutions plus crédibles qui vont dans le sens de la nation, des hommes et des citoyens. Quand on parle de la première institution, ça veut dire qu'aucune autre institution ne sera épargnée. Mais, ça se fera dans la règle de l'art de façon républicaine et démocratique. On va faire la pression jusqu'au nettoyage du système. De ce fait, je demande aux Maliens de se calmer et de ne pas céder à la panique. Le Mali va changer et dans le bon sens. Le Mali est un pays riche, un pays d'honneur et de dignité, mais pour que cela revienne, il va falloir changer tous les paradigmes et faire valoir les valeurs endogènes du Mali. Des valeurs qu'on a tendance à oublier au profit d'autres qui ne sont pas les nôtres.

■ Rassemblés par Mamadou Diarra et Issa Djiguiba



Mobilisation du 05 juin 2020 : IBK doit revoir sa copie

Le Boulevard de l'Indépendance noir de monde pour réclamer « la démission d'IBK ». Pari de la mobilisation réussi pour la Troïka, organisatrice du grand rassemblement. Mais des lendemains délicats pour le pouvoir qui se retrouve sous pression maximale.



Il y a des vérités qui restent toujours d'actualité. Il y a des pratiques qui compromettent inéluctablement l'âme de la démocratie. Il y a des vagues populaires qui tôt ou tard accroissent le risque d'un tsunami révolutionnaire inexorablement dévastateur. La vérité, valable pour tous les temps et tous les pays, est celle qui coule de la plume de l'Académicien français, Maurice DRUON. Elle nous enseigne ceci : « Le pouvoir, sans le consentement de ceux sur lesquels il est exercé, est une duperie qui jamais ne dure longtemps, un équilibre fragile entre la peur et la révolte, et qui se rompt d'un coup quand suffisamment d'hommes prennent ensemble conscience de partager le même état d'esprit. » La pratique, condamnable ici comme ailleurs, concerne cette confusion vicieusement entretenue entre les intérêts d'un clan et les deniers publics, cette fâcheuse habitude de certaines élites de mépriser les droits du peuple, ces entorses répétées à la Constitution,

et cette inefficacité permanente à satisfaire la demande sociale, dont se rendent comptables ceux qui sont à la tête d'un Etat X ou Y. La vague, qu'on la qualifie de contestataire ou de révolutionnaire, est ce flot de colères juxtaposées qui se forme dès lors que les populations ont l'amer sentiment d'être écrasées par l'injustice, l'oppressante sensation d'être broyées par l'arbitraire, et la douloureuse impression d'être spoliées par un système qui n'a cure de leur bien-être. Le vendredi, 05 juin, les Maliens et les Maliennes ont convergé en masse sur le Boulevard de l'Indépendance pour clamer la vérité d'un peuple qui souffre dans son âme et dans sa chair, pour fustiger des pratiques de gouvernement qui nuisent à l'âme de la démocratie, et pour alimenter la vague du ras-le-bol face au bilan lilliputien de l'Exécutif. Combien étaient les manifestants ? Des centaines de milliers ? Un million ? Nul ne saurait le dire avec précision, tant la vague des pro-

testataires avait des allures d'océan humain. Dénonçant le recul des valeurs démocratiques, s'indignant de leurs conditions de vie qui se dégradent, et ayant le rejet du pouvoir en place comme dénominateur commun de leurs revendications, les citoyens ont répondu à l'appel de la Troïka formé par le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), Espoir Mali Kura et la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants du très influent imam DICKO. Celui-ci, auréolé de sa double image de « guide religieux éclairé » et de « voix des sans-voix », a endossé avec sa détermination et sa placidité habituelles le rôle d'avocat inébranlable des volontés du peuple.

D'ailleurs, dans son adresse à la foule immense, l'imam s'est fait le devoir d'égrener le chapelet des frustrations et des calvaires dont le poids écrase les Maliens. Il a surtout sommé, dans un vocabulaire musclé, le pouvoir de prêter une oreille plus attentive aux doléances légitimes de la population.

Cette volonté marquée de DICKO de s'appuyer sur le code langagier du « martyr collectif » pour galvaniser les esprits, explique en grande partie la réussite de sa stratégie de communication. Car, en lisant entre les lignes de son discours, on peut aisément saisir le message latent que l'imam veut transmettre : si, en ces temps d'incertitudes, « nul ne sait plus à quel saint se fier », les citoyens peuvent trouver dans « la sagesse d'une âme » la source d'inspiration indiquée pour prendre leur destin en main.

Le même message, avec des mots différents et d'ailleurs très souvent semblables, a été martelé par d'autres intervenants tels Choguel Maïga, Mountaga Tall, Konimba Sidibé, Moussa Sinko ou Cheick Oumar Sissoko.

Du côté de l'Exécutif, aucun protagoniste sensé ne peut le nier. On est bien face à une crise majeure dont les ressorts sont : a- la perte de confiance des citoyens dans les institutions de la république ; b- l'accumulation des frustrations et l'aggravation du sentiment d'abandon chez les populations ; c- l'incapacité du pouvoir à pallier le triple problème sécuritaire, économique et scolaire ; b- l'exacerbation des rancœurs contre l'incurie supposée du président de la république.

Par conséquent, la journée de mobilisation du 05 juin doit être cernée et comprise comme les signes annonciateurs d'un volcan social au

bord de l'éruption. Il serait dès lors contre-productif et dangereux de faire la politique de l'autruche en cherchant à minimiser les effets du courroux populaire. Il serait tout aussi mal avisé de croire qu'une posture de fermeté régaliennne étoufferait les voix de la contestation.

Le malaise qui s'est emparé de notre société est abyssal, et le comportement des élites dirigeantes a concouru, dans une large proportion, à accroître le désarroi des Maliens.

IBK, qui est la cible désignée des griefs des manifestants, se doit sans tarder, sans tergiverser, sans godiller, et sans snober ses détracteurs, poser les actes propices à décrier la situation. En s'employant à cela, le Chef de l'Etat doit garder à l'esprit que le dossier de l'école, les décisions troublantes de la Cour Constitutionnelle, la détérioration continue de la situation économique, l'insécurité qui s'étend au point de voir l'autorité de l'Etat se réduire comme peau de chagrin, le train de vie tout-sauf-moderne des gouvernants ; sont les principaux insuccès que beaucoup de compatriotes lui imputent personnellement.

La vérité est que le rassemblement du 5 juin est un électrochoc et une piqûre de réveil pour tout un peuple qui commençait à somnoler.

Le 05 juin est le prolongement des mouvements de mécontentements qui, il y a à peine un mois, ont secoué Kayes, Sikasso, Kati, certaines communes de Bamako etc. Il est également l'amplification des grognes accumulées de millions de gens qui demeurent empêtrés dans la précarité et l'absence d'horizons prometteurs. Il est enfin l'ultime Cour de justice pour un peuple qui est persuadé que ses droits sont confisqués, que sa volonté est bafouée, et que ses légitimes demandes sont ignorées.

Quels que puissent être les scénarii envisagés par IBK et ses équipes, l'apaisement et l'état d'esprit fédérateur doivent être les mots-clés du logiciel présidentiel. C'est la démarche la plus raisonnable afin de préserver le fragile équilibre sur lequel repose encore les fondements de la république.

■ **Ibrahim Sanogo**

5 juin : Le gouvernement en déphasage avec les réalités du terrain

A l'appel du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), du mouvement Espoir Mali Koura (EMK) et de la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko (CMAS), des milliers de maliens se sont retrouvés le vendredi dernier à la Place de l'Indépendance pour dénoncer «la mauvaise gouvernance et l'insécurité» et demander «la démission du président de la République».

Cette manifestation, annoncée comme pacifique, s'est cependant achevée par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre au niveau de Djicoroni Para. En réaction à cette grande mobilisation, le gouvernement a rendu public, le lendemain, un communiqué pour expliquer que c'est par souci du respect des libertés publiques des Maliens qu'il a autorisé la marche, à travers le Gouverneur du District de Bamako, et déployé des forces de l'ordre pour encadrer la manifestation.

« Globalement, tout s'est déroulé sans incident même si une quarantaine de manifestants souffrant de malaise ont été secourus par les unités d'intervention de la protection civile», a estimé l'Exécutif, déplorant cependant qu'à la fin du rassemblement sur la Place de l'Indépendance, que des «manifestants particulièrement surexcités, se soient dirigés vers la résidence du président de la République à Sébénicoro. Dans leur acharnement pour forcer le dispositif sécuritaire mis en place par les forces de l'ordre, ils ont été dispersés à coup de gaz lacrymogènes ».

Les heurts ont occasionné 19 blessés dont 15 parmi les forces de l'ordre, 11 véhicules des forces de sécurité endommagés par les manifestants dont un totalement incendié. Les forces de l'ordre ont procédé à des interpellations et une enquête est en cours pour situer toutes les responsabilités de ce débordement. Tout en félicitant les forces de l'ordre pour le professionnalisme et la retenue dont elles ont fait preuve face à un tel déchaînement de violences, le gouvernement invite les populations au calme et rappelle que l'exercice du droit

constitutionnel de manifestation pacifique ne doit pas donner lieu à des actes de vandalisme ni de violences.

Il invite les acteurs politiques et de la société civile au respect du cadre institutionnel républicain et démocratique. Par ailleurs, le gouvernement rassure les populations qu'il restera attentif à la satisfaction de leurs préoccupations légitimes tout en renouvelant «son offre de dialogue au collectif d'associations et de partis politiques qui s'est exprimé à travers le rassemblement du 5 juin dernier». A croire que le gouvernement n'a pas pris la vraie mesure de la gravité de la situation. En effet, au moment où on parle de la démission de leur employeur et de toutes sa clique, y compris et eux-mêmes, les messieurs du gouvernement trouvent plutôt qu'ils ont encore la possibilité de faire une « offre de dialogue au collectif d'associations et de partis politiques qui s'est exprimé à travers le rassemblement du 5 juin dernier ».

Un collectif qui s'agrandit avec de nombreuses adhésions de partis politiques et d'associations et groupement d'associations de la société civile, et qui change de nom. De la Troïka, le collectif s'appelle désormais M5-RFP (Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques) ! Et pour l'atteinte de son principal objectif, à savoir la démission du Président IBK, le M5-RFP organisera une Assemblée Générale à l'issue de laquelle un nouvel agenda de sortie sera annoncé...

La bataille est donc loin d'être terminée, contrairement à ce que pense le gouvernement!

■ **Yama DIALLO**

Houleuses manifestations contre le pouvoir à bamako : des leçons à en tirer



Le président de la République a essuyé, le 5 juin dernier, des cris de colère de manifestants déchaînés prêts à renverser les institutions.

« **IBK et Karim dégagez !** », « **IBK, démission !** », « **IBK, dégage !** », « **IBK, on en a marre !** ». Ce sont là quelques-uns des cris de protestations de milliers de personnes amassées à la Place de l'Indépendance pour dire leur désapprobation de la conduite des affaires du pays.

Et Pr Salikou Sanogo de marteler avec fermeté les revendications fortes des manifestants : « **la reconstruction des forces armées et de sécurité, la préservation de l'intégrité territoriale du Mali, une gouvernance vertueuse garantissant la paix, la sécurité, la justice et la réconciliation nationale, la priorisation de l'éducation et de la santé, la garantie de l'accès aux services sociaux de base et aux infrastructures, la**

restauration de l'Etat de droit par la consolidation de la démocratie ». Et l'imam Dicko autoproclamé, porte-parole du peuple Malien, de déclarer sous les ovations : « **La grande nation du Mali, bâtisseur des empires, n'est pas un peuple soumis, n'est pas un peuple résigné mais un peuple debout** ».

Tous les intervenants ont insisté sur le fait que le pays n'est pas bien dirigé, « le conducteur du véhicule Mali est en train de faire trop d'accidents et il faut simplement lui retirer le permis », selon la boutade du Dr Choguel Kokalla Maïga du FSD. Idem pour l'imam Mahmoud Dicko, Cheick Oumar Sissoko, Dr Oumar Mariko, Me Mountaga Tall, Général Moussa Sinko Coulibaly, Konimba Sidibé, Pr Salikou Sanogo, Me Mohamed Ali Bathily, Nouhoum Sarr, Me Hassane Barry, Nouhoum Togo, etc, qui ont tous déploré « **la non-gouvernance ou la mal-gouvernance** » du pays et plaidé pour

que « **IBK quitte le pouvoir** ».

Eu égard à la mobilisation enregistrée et à la présidence d'une bonne partie de la classe politique et de la société civile, le chef de l'Etat doit prêter une oreille attentive à ces récriminations contre la gouvernance pour en tirer toutes les conséquences. Et l'imam Mahmoud Dicko de menacer ouvertement le pouvoir : « **Cette mobilisation n'est qu'un début contre le régime IBK. Il va continuer. Je jure que si ce rassemblement ne lui sert pas de leçon, l'histoire racontera la manière dont son pouvoir prendra fin** », a-t-il prévenu.

Il serait suicidaire pour le pouvoir d'ignorer les messages forts du vendredi 5 juin, surtout que le pays est à la veille de la formation d'un nouveau gouvernement.

Un nouveau dialogue s'impose.

IBK doit faire en sorte que les déceptions et mécontentements exprimés l'incitent à l'ouverture d'un dialogue politique plus inclusif et porteur d'une nouvelle dynamique de gouvernance. Car, cette manifestation doit aussi être considérée comme une soif de changement, un appel à redresser la barre fortement inclinée vers la déchéance du pays. Il s'agit de changer de cap face au laisser-aller, à une sorte d'abandon des manettes du pouvoir, un défaitisme dans la conduite même des affaires d'un pays aussi éprouvé par la crise multidimensionnelle qu'il traverse depuis 2012.

En outre, le chef de l'Etat doit chercher à faire baisser la tension politique dans le pays en s'adressant par exemple à ses compatriotes. Il mettrait à profit cette occasion pour faire des annonces fortes concernant le prochain gouvernement et les futures réformes politiques et institutionnelles.

En clair, l'urgence d'un gouvernement de large union nationale s'impose à plus d'un titre et permettra de rapprocher les protagonistes. Ce qui conduira à trouver, avec les leaders protestataires, des pistes de décisions au plan administratif et politique pour faire face aux nombreux défis qui assaillent le pays : l'école, la sécurité des personnes et des biens, l'Accord pour la paix, l'armée, la pandémie du covid-19, la vie chère, etc. C'est à ce prix, qu'IBK se donnera des chances réelles de terminer tranquillement son mandat à la tête du pays et aider à relever le pays.

■ **Malick Camara**

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA



Train littéraire avec Mamoudou Moumouni, Ambassadeur de la République du Niger au Mali

La modernisation du secteur de l'Artisanat au cœur des échanges. L'invité du Train littéraire, après deux mois d'interruption, était son Excellence Mamoudou Moumouni, Ambassadeur de la République du Niger au Mali et en Guinée-Conakry, auteur du livre « Contribution à la modernisation de l'apprentissage des métiers au Niger ». C'était le jeudi dernier 4 juin 2020, à l'espace culturel La Gare. Cet événement a enregistré la présence de plusieurs personnalités, comme son Excellence Hassan Naciri, Ambassadeur du Maroc au Mali, et son homologue de la République de Guinée au Mali.

Après plus de deux mois d'interruption, suite à la maladie à coronavirus, le Train littéraire, un espace de promotion de la littérature, commence ses actions tout en respectant les mesures barrières. L'auteur du jour était son Excellence Mamoudou Moumouni, Ambassadeur de la République du Niger au Mali et en Guinée Conakry, auteur du livre « Contribution

à la modernisation de l'apprentissage des métiers au Niger », publié en mai 2020 par Figuira Éditions. À travers cet ouvrage, Mamoudou Moumouni se prononce sur la problématique de la modernisation des métiers au Niger, voire dans toute l'Afrique. Il souhaite faire connaître et comprendre le champ de l'artisanat dans l'ensemble des pays africains. Pour y arriver, il s'est focalisé sur le cas du Niger. Pour l'auteur, la modernisation se fait sur 2 axes : l'introduction de la formation structurée et adaptée et le financement de l'artisanat. Mamoudou Moumouni, bien avant d'être ambassadeur, fut Secrétaire général de la Présidence de la République du Niger, Conseiller et Inspecteur de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle et Technique. Il a écrit plus de 16 programmes et manuels dans les trois grandes langues du Niger, à savoir le Zarma, le Haoussa et le Fulfuldé. Étant sur un terrain connu, il aborde la question de la formation et de la qualification des artisans pour

l'épanouissement de l'économie de nos pays de la sous-région. L'Ambassadeur de la République du Niger au Mali et en Guinée-Conakry indique qu'au Niger le secteur de l'artisanat seul contribue à 25 % du PIB du pays. Selon ses propos, seule l'agriculture, souvent, représente plus de 40 % du PIB.

Pour une croissance des pays de la sous-région, l'auteur déclare que les artisans ne doivent plus continuer à exercer leur métier dans l'informel, sans formation professionnelle. Sinon, pour lui, « on va toujours avoir beaucoup de perte d'impôts et de tout ce que ça comporte. Cela comprend la promotion des petites et moyennes entreprises qui sont le moteur de développement de tous les pays qui se sont développés pour aller vers des grandes industries ».

Pour y arriver, nos Etats doivent reconnaître que les réformes seules ne suffisent pas. Mais il va aussi falloir les mettre en pratique car nos Etats, que ce soit le Niger, le Mali ou autres, ont l'habitude de parapher des textes dont l'application pose problème par manque de suivi. « C'est facile d'écrire des documents ou de faire un diagnostic. C'est agir en mettant en place les supports de la réforme qui pose un problème », a conclu l'auteur.

■ Ibrahim Sanogo



Scandale à la Présidence de la République : comme une affaire de « pieds nickelés »

Quand le Bureau de presse de la Présidence devient une sorte de radeau de la méduse, il ne faut pas s'étonner que les langues les plus récalcitrantes se délient enfin.

Cette sortie de Moussa Cissé, directeur du Bureau de presse de la présidence, dans une tribune à l'allure d'un brûlot, parue ce lundi dans le journal *Le Lynx*, accablant la gestion scabreuse du patrimoine de la présidence par un trio de « pieds nickelés », provoque l'émoi dans la cité.

Moussa Cissé vient ainsi de donner un coup de pied dans la fourmilière, en accusant nommément, l'intendant civil, Kabinet Sylla alias "Bill Gates" ; le Conseil en Communication et ancien ministre de l'Information et de la Communication, Rachid N'Diaye et le Directeur du protocole d'Etat, l'Ambassadeur, Mamady Sin-

koun Kaba.

Un trio pour qui seul compte le « business as usual ».

Si l'on en croit en tout cas ces accusations de Moïse dans sa tribune intitulée : « Djoma Media s'équipe au frais du Bureau de Presse de la résidence de la République »

En effet, Moussa qui a l'air de quelqu'un de très excédé et qui voudrait en découdre, advenue que pourra, porte de graves accusations relatives au détournement "d'équipements, appareillages, accessoires et consorts de radio et de télévision acquis au nom d'un programme d'équipement du Bureau de Presse de la Présidence de la République au profit de Djoma Media". Un groupe audiovisuel qui vient d'être porté sur les fonts baptismaux par Kabinet Sylla.

Au même moment, l'argentier de la Prési-

dence, fais languir les journalistes du Bureau de presse de la Présidence dans l'attente d'un environnement de travail adéquat. Chose qui n'arrive pas à se concrétiser depuis 2010. Ces allégations illustrent du climat malsain qui règne depuis un certain temps à la Présidence de la République, devenue une auberge espagnole.

En ayant pris par devers lui le courage de traiter « Bill Gates », Rachid N'Diaye et Sinkoun Kaba de tous les noms d'oiseaux, Moussa Cissé vient de se démarquer de ce trio, considéré comme étant un des clans les plus actifs du palais.

Interrogé par notre reporter sur le bien-fondé de ces allégations, « Bill Gates » qualifie le directeur du Bureau de Presse de frustré aux abois. Tout en lui demandant d'apporter les preuves de ses accusations : « Moussa Cissé est un homme frustré par rapport à sa position ici à la Présidence de la Présidence. Il va du coq à l'âne. Il cherche à attirer l'attention sur lui. Ce sont des mensonges. Il faut demander à Moussa Cissé d'apporter les preuves de ses accusations », exige le tout-puissant intendant civil de la Présidence.

**WESTERN
UNION**

WUSM

MONEY TRANSFER

Présidentielle 2020 : Bah Oury met en garde l'opposition plurielle contre « le piège »



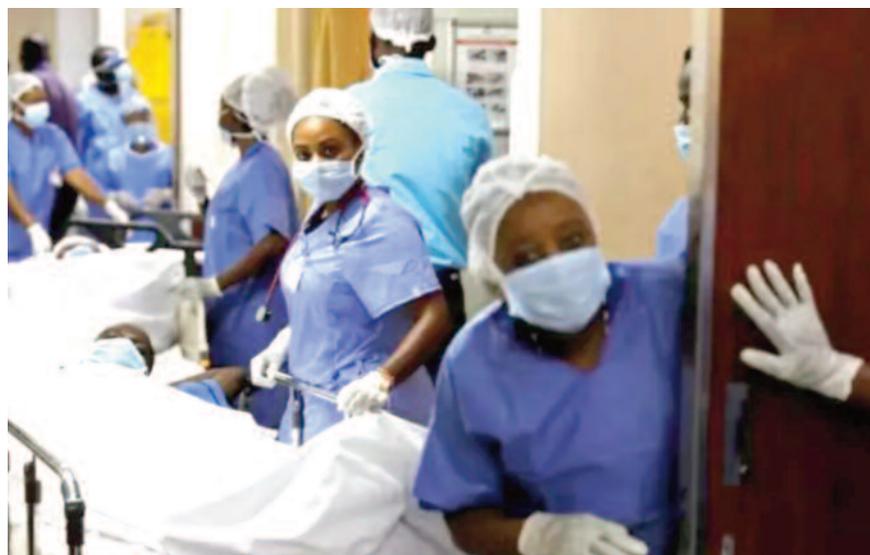
Bah Oury appelle l'ensemble des leaders politiques membres de l'opposition plurielle à être réalistes pour éviter, selon lui, de tomber dans le piège du pouvoir de Conakry. L'ancien président de l'UDD estime en particulier que prendre part aux prochaines élections présidentielles, serait synonyme d'une grosse erreur. D'autant que pour les lea-

ders qui se rendraient coupables d'une cruelle naïveté, le retour du bâton pourrait coûter très cher politiquement, selon Bah Oury.

« (...) Je leur dis, il faut qu'ils soient réalistes (...) s'ils veulent des élections inclusives, transparentes, crédibles permettant d'avoir une alternative positive pour la Guinée, ils ne peuvent pas opter pour cette stratégie. Parce que dans le contexte actuel avec le fichier tel que nous le connaissons, avec les institutions telles que nous les connaissons aujourd'hui,

que ce soit avec Alpha comme candidat ou sans Alpha comme candidat, il va de soit que le camp de la démocratie aura du mal à gagner parce que ces élections ne seront ni crédibles, ni transparentes et ni apaisées. Donc s'ils persistent dans cette direction, cela va s'en dire qu'ils sont en train de commettre une lourde erreur », a prévenu l'ancien vice-président de l'UFDG. Entendra-t-on mise en garde ? L'avenir nous le dira.

Coronavirus au Sénégal : Le bilan passe à 52 décès, ce 8 juin 2020



Le Sénégal vient d'enregistrer ce lundi 8 Juin 2020, trois nouveaux décès supplémentaires liés à la Covid-19.

Le premier est homme âgé de 69 ans, décédé à l'hôpital principal. Le deuxième est homme de 43 ans. Il a perdu la vie au centre de traitement de l'hôpital Aristique Le Dantec. Le troisième, un homme âgé de 65 ans et décédé au centre de traitement Cuomo de Fann et d'un autre patient de 60 ans qui est rappelé à Dieu à Touba.

Ces trois nouveaux décès portent le nombre de victimes à 52 au Sénégal depuis l'apparition du Coronavirus.

Mamoutou Touré dit Bavieux, Président de la Femafoot, à Cœur Ouvert : “Habib Sissoko fait partie des grands hommes qui servent aujourd’hui le Mali avec beaucoup d’humilité, très engagé, mais très effacé”



“Nous nous engageons à terminer le championnat national et également le championnat D2 pour la montée” Le sport, comme d’autres secteurs activités, subit les effets de la Covid-19. Les stades sont fermés et les joueurs sont au chômage. Qu’en est-il des compétitions nationales ? L’année sportive sera-telle sauvée ? Le Mali reçoit-il l’appui de la Caf et de la Fifa ? Quelles sont les perspectives de sortie de crise sanitaire

du football malien ? A toutes ces questions, Mamoutou Touré dit Bavieux, le président de la Fédération malienne de football (Fémafoot), donne des réponses précises, non sans préciser, au passage, l’état des relations de la Fémafoot, d’une part avec le département des Sports et d’autre part avec le Comité national olympique et sportif (Cnosm) dont il apprécie particulièrement l’efficacité discrète de son président. Aujourd’hui-

Mali : Monsieur le Président, comment vivez-vous cette pandémie de Covid-19?

Mamoutou Touré dit Bavieux : Le Mali, à l’instar de tous les pays du monde, subit aujourd’hui, avec beaucoup d’acuité, l’effet de la pandémie du coronavirus. Au niveau de la Fédération malienne de football, lorsqu’avec les autorités nous avons apprécié la situation, très rapidement nous avons décidé de libérer tout le personnel, à l’exception du secrétaire général, de la secrétaire particulière et du planton pour protéger les jeunes, aussi surseoir au championnat national et à la coupe du Mali et essayer de faire en sorte que nous puissions être conformes aux mesures édictées par les autorités du pays. C’est la raison pour laquelle vous voyez qu’à la devanture du siège de la Fémafoot, nous avons mis tout ce qu’il faut pour nous protéger nous-mêmes et protéger tous ceux qui viennent rencontrer le monde du football.

Mais justement, à cause de la Covid-19 les stades sont fermés, les footballeurs sont au chômage. Quelles en sont les conséquences pour la Fémafoot ?

Comme je l’ai dit à l’entame de mes propos, lorsque nous avons décidé de suspendre les compétitions, nous savions que, dans le contexte malien où la crise que nous avons connue a vraiment joué sur les clubs, l’ensemble des équipes qui sont aujourd’hui dans le championnat national peinent à se remobiliser. Puisque nous ne sommes pas encore dans la phase du football professionnel, disons que c’est le football semi-professionnel, les dirigeants qui sont là sont toujours amenés à payer les joueurs et l’encadrement. S’il n’y a pas d’activité, c’est une charge supplémentaire

qui se greffe sur le dos de ces responsables-là. Nous savons donc que les clubs ont suffisamment de problèmes aujourd'hui et que les joueurs également ont aussi des problèmes. En ce qui concerne la fermeture des stades, cela concourt à l'effet de la pandémie. Hier justement (ndlr : mardi 02 juin 2020) le Comité exécutif de la Fédération a tenu une réunion pour essayer de relancer le département (ndlr : le ministère) afin que nous puissions recommencer à jouer au ballon, mais en prenant des mesures spécifiques pour qu'on n'expose pas trop les acteurs du football.

Pour le redémarrage des compétitions, on pense aussi aux partenaires du football que sont les sponsors. Sont-ils toujours là ?

Disons qu'ils sont là, mais très peu visibles. Nous étions en discussion avec notre sponsor principal, Orange-Mali. Malheureusement, jusqu'à cet instant, le nouveau contrat n'est pas signé et les efforts que le Comité directeur a été amené à faire en faveur des clubs, dans le cadre du sponsoring qui nous lie, nous l'avons fait souvent sur fonds propres pour permettre aux équipes de pouvoir compétitionner. Mais la semaine dernière seulement, nous avons envoyé des émissaires auprès de notre partenaire pour qu'ensemble on revienne dans quelle mesure on peut être amené à signer le contrat. En fait, je les comprends un peu, du fait qu'ils se disent qu'il n'y a pas de compétition et que, eux aussi, ils sont frappés par cette pandémie, donc la visibilité en termes de sponsoring ne se voit pas. C'est pourquoi, à notre niveau, nous allons tout mettre en œuvre pour honorer nos engagements contractuels envers Orange-Mali. D'autres partenaires qui étaient au portillon de la Fédération ont pris un petit recul à cause de la pandémie de Covid-19.

Mais je suis convaincu que, lorsque nous allons reprendre à jouer au ballon, tous ceux-ci vont venir et nous allons continuer de plus belle nos compétitions.

Dans cette perspective, quelle est la stratégie mise en place par la Fémafoot pour sauver la saison en cours ?

Vous savez, le cas malien est un peu difficile. Nous sortons d'une crise qui a impacté tous les segments de notre football. Nous avons

l'un des championnats les plus longs au monde, avec notamment 23 équipes. Nous avons dit que nous allons terminer ce championnat-là, jouer en même temps le championnat de D2 en ce qui concerne la montée. Ça va nous permettre d'avoir une base réelle et solide en termes de quorum par rapport aux assemblées à venir et surtout donner la possibilité aux enfants de jouer au ballon car depuis un certain nombre d'années, il n'y a pas de football en tant que tel au Mali. Nous nous engageons à terminer le championnat national et également le championnat pour la montée. Nous-mêmes, vous les journalistes et tous ceux qui sont dans la dynamique du football sentent en réalité, que ce qui se passe aujourd'hui c'est en faveur du développement du football malien.

Par rapport à la pandémie de Covid-19 que nous vivons actuellement, est-ce que vous avez le soutien de la Caf et de la Fifa ?

Tout à fait ! Et je m'empresse de vous dire que parmi les fédérations qui ont été choisies par la Caf et la Fifa, avec la grâce du Bon Dieu, le Mali fait partie de ce quota qui échange régulièrement en vidéoconférence avec la Fifa et la Caf. Il y a quelques jours seulement, la Caf a mis à la disposition des 54 associations, qui la constituent, un montant pour appuyer l'effort des différentes associations afin de faire face à la pandémie. Il en est de même pour la Fifa qui, depuis un bon moment, a pris vite le devant pour annoncer non seulement l'appui en faveur des différentes associations, mais également l'appui en faveur des acteurs du football. Que le président Gianni Infantino en soit remercié à travers votre micro et vos colonnes.

La confusion est née autour de ces subventions que beaucoup de gens interprètent à tort ou à raison. Mais il faut comprendre, qu'au niveau de la Fifa, il y a ce qu'on appelle le Coût opérationnel. C'est un fonds donné à toutes les associations affiliées à la Fifa. Ce fonds est libéré en deux tranches. Une première tranche est donnée à l'entame de la saison, avec des critères spécifiques, bien définis. A ma connaissance, puisque nous venons d'arriver, il n'y a aucune fédération, je ne dis pas en Afrique mais je dis bien au monde, qui ait pu se conformer aux 10 critères d'éligibilité

par rapport à ce fonds. Il s'agit, entre autres, de la tenue d'un certain nombre de compétitions, notamment au niveau sénior, junior, cadet, football féminin également, en plus des compétitions internationales. Il y a donc des critères préalablement définis, mais les fédérations n'arrivaient toujours pas à honorer cet engagement de se conformer auxdits critères. Ça a fait l'objet d'un certain nombre de débats entre nous-mêmes au niveau de la Fifa et donc, le président de la Fifa, Gianni, dans une bonne intelligence, a dit, puisque tout le monde avait reçu la première tranche, qui sert généralement à payer les salaires des travailleurs de la Fédération, les charges d'eau et d'électricité, ainsi de suite, en plus de ce que je viens de vous dire, c'est-à-dire organiser les compétitions, nous allons mettre la deuxième tranche à la disposition des associations.

C'est cela la particularité de ce fonds par rapport à la Covid-19 parce que Gianni a dit tout simplement que ce qui constituait généralement les goulots d'étranglement, à savoir l'aspect des compétitions et des critères à respecter, il les a enlevés, pour mettre le fonds à la disposition des clubs, en disant : "C'est votre argent qui est au niveau de la Fifa, on vous le donne par anticipation, mais il faut qu'on sente, dans chaque association, que ce fonds a servi vraiment à soutenir les efforts pour contenir l'effet de la pandémie." C'est donc ça la particularité de ce fonds.

Le deuxième fonds qui est annoncé et qui n'est pas encore arrivé, c'est à l'endroit des associations et la Fifa privilégie que ce montant arrive aux joueurs parce qu'ils sont là sans compétition et il n'y a pas d'autres ressources pour eux. C'est valable pour les supporters qui partent au terrain et même les journalistes parce qu'on estime que la pandémie a atteint tous ces segments-là, qui sont dans le même cercle que les associations en termes de participation.

C'est dire que ce fonds doit nous servir à intéresser, au prorata de ce que nous-mêmes nous estimons utile, chaque association et chaque club pour soutenir l'effet de la pandémie. Pour résumer, disons que la Fifa et la Caf sont en train de faire des efforts immenses pour soutenir les associations de football.

Et quel est l'état des rapports de la Fémafoot avec le département des Sports ?

Nous avons les meilleurs rapports. Antérieurement, il y a eu de petits problèmes entre les fédérations précédentes et l'autorité de tutelle. En ce qui nous concerne, lorsque nous sommes arrivés aux affaires, nous avons tenu à rappeler que nous détenons une délégation de pouvoir pour exercer cette fonction. C'est-à-dire que l'autorité de tutelle, qui est le département, permet aux associations d'exercer, mais sous sa supervision. Il reste entendu que nous avons une certaine indépendance, en tant qu'association affiliée à la Fifa. Pour chaque acte, chaque grande décision que nous sommes amenés à prendre, nous avons consulté le département des Sports et souvent même le ministre est très disposé à nous recevoir à chaque fois que nous nous rendons à son bureau, quels que soient ses obligations ou ses engagements. Nous l'en remercions sincèrement. C'est pour dire que nous avons de très bons rapports avec le Département et cela se sent de façon extraordinaire sur toutes nos activités.

Peut-on en dire autant avec le Comité national olympique et sportif du Mali (Cnosm) ?

Tout à fait ! Le Comité national olympique est la superstructure, la mère de toutes les associations. C'est elle qui supervise l'ensemble des fédérations sportives. Aujourd'hui, au Mali,

nous avons la chance d'avoir à ce niveau un président fédérateur, très engagé pour la cause de ses mandants. Et nous-mêmes, lorsque nous avons été élus, aussitôt nous nous sommes rendus à son bureau pour d'abord présenter des excuses par rapport à la crise que le football a connue et en même temps le remercier pour tout l'effort que le Comité olympique a déployé pour nous sortir de cette crise. Nous avons la chance que, à la tête de ce Comité, il y a Habib Sissoko, un homme d'honneur, très engagé pour la cause surtout des autres. Personnellement je l'ai connu il y a une quarantaine d'années. Il est toujours resté le même. Au service des autres. Et le laps de temps qu'il ait fait à la tête de ce Comité prouve à suffisance ce que je suis en train de développer parce qu'aujourd'hui il a donné une certaine dimension au Comité olympique malien.

La preuve, toutes ces grandes réunions qui se tiennent à Bamako, ces concertations qui se font autour de lui par ses pairs et lorsque nous étions responsables des jeunes dans les bureaux antérieurs, nous étions avec lui à Athènes, lors des JO d'Athènes. Là-bas, nous avons pu mesurer à sa juste valeur tout ce que ce monsieur incarne. Généralement, au Mali, on ne le sait pas. Mais il faut le trouver avec les autres pour savoir que Habib fait partie des grands hommes qui servent aujourd'hui le Mali avec beaucoup d'humilité, très engagé, mais

très effacé parce qu'agissant dans la plus grande discrétion. Athènes en a été une parfaite illustration pour nous-mêmes et tous ceux qui étaient avec nous.

Nous prions le Bon Dieu pour qu'il puisse continuer à servir et le Comité olympique et les associations membres du Comité olympique, notamment les différentes fédérations sportives. Nous avons de très bons rapports avec le Comité national olympique et sportif du Mali et nous prions le Bon Dieu qu'il nous donne la sagesse de Monsieur Sissoko pour pérenniser cette relation.

Si vous aviez un message à lancer au monde du football. Lequel serait-il ?

Je l'ai toujours dit lors de ma campagne, nous sommes des êtres humains, des mortels. Chaque jour que Dieu nous donne la chance de vivre, il faut que les hommes s'entendent. Dans tout ce que nous entreprenons, nous devons toujours retenir que le football est un jeu collectif et je l'ai toujours illustré par un ballon qui a la capacité de renfermer en son sein tous les acteurs, c'est-à-dire les footballeurs, les entraîneurs, les dirigeants de club, les journalistes, les supporters.

Nous sommes tous au service de ce football. Pour mieux permettre à cette génération que nous avons aujourd'hui de pouvoir s'exprimer, il faut une unité d'action. J'invite donc tous les acteurs du football, tant au Mali qu'à l'extérieur, à se mettre ensemble et d'essayer de soutenir ce que ces jeunes-là sont en train de faire aujourd'hui. Si vous regardez ce qui se fait en faveur du Mali aujourd'hui, nous sommes, à ma connaissance, l'une des seules fédérations au monde qui ait la possibilité d'obtenir deux centres techniques.

Le premier avait été fait par nos prédécesseurs à Kayo, nous sommes en train aujourd'hui, avec l'accompagnement de la Fifa, de faire un centre technique ultramoderne à Kabala. Tout ça pour dire que si nous sommes ensemble, nous bâtissons beaucoup de bonnes choses. Rien ne vaut l'unité, il faut que les gens s'entendent, on se retrouve, on se parle pour se mettre au service de ce football et je pense que dans les mois, les années à venir, le Mali va sortir grandi avec des trophées pour donner une certaine joie à ceux qui sont avec nous.

■ Réalisé par Amadou Bamba NIANG

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations



Bélier (21 mars - 19 avril)

Un vent de fraîcheur ou d'innovation soufflera dans vos activités. Votre voeu aura de fortes chances d'être exaucé. La mission que vous l'on confiera pourrait être différente des habitudes. Vous profiterez de l'aubaine pour étendre vos compétences.

Des questions d'argent seront responsables de vos tensions avec les autres. Vous attendrez le remboursement d'une somme prêtée ou à l'inverse, vous devrez vous acquitter d'une dette que vous ne serez pas en mesure de régler. Cela faussera vos relations.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous espérez changer d'activité. Des pistes sont prises et vous espérez la réussite. Le climat de jalousies vous incite à partir ! Des petites démarches sont amorcées. Mais votre petite voix invite à la patience ! Ne démissionnez pas de suite de votre poste.

Pour ne pas trop dépenser, comparez les prix ! Des petites dépenses font une coquette somme. L'impulsivité peut être la cause de dépenses comme par exemple l'achat d'accessoires pour votre véhicule. Avec du bon sens et un peu de prudence, la stabilité continue !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez faire face à des moments difficiles, susceptibles de provoquer une rupture de contrat, surtout si vous ne partagez pas ou plus la politique de l'entreprise pour laquelle vous travaillez. La Lune vous mettra des bâtons dans les roues.

Tous les mois, c'est la même chose ! Une fois votre salaire versé, vous dépensez presque tout en une dizaine de jours. Au lieu de faire la fourmi, vous vous transformez en cigale ! C'est plus fort que vous. Vos belles promesses resteront inefficaces...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous êtes sollicité pour un nouveau projet, cette proposition arrive à point nommé. Concernant le professionnel, vous prenez de la hauteur, rien ne pouvait vous faire plus plaisir. Illico, vous informez vos proches de la bonne nouvelle. Votre générosité fait de vous une bonne personne. Aujourd'hui encore, cher ami Cancer, vous gâtez les personnes que vous aimez. Un cadeau, une invitation au restaurant, toutes les occasions sont bonnes pour faire plaisir. Vous ne comptez pas.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un rythme de travail plus équilibré. Vous aurez à coeur de préserver une bonne entente avec vos collègues de travail. À la recherche d'un emploi, vous aurez des contacts intéressants qui vous encourageront dans vos démarches.

Vos revenus quotidiens ne seront pas affectés, mais des rentrées d'argent annexes tarderont et vous occasionneront des soucis. Un problème administratif ou le manque d'un papier nécessaire à la bonne évolution de votre dossier financier en sera la cause.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous trouvez le moyen de faire votre place dans une ambiance tendue ! Il règne une atmosphère difficile. Des rivalités professionnelles sont là. Vous profitez de changements internes. Une évolution rapide devrait arriver. Ne ratez pas ce coche inespéré !

Vous aimez le luxe. Il y a des chances pour que vous craquiez sur des accessoires de décoration. Privilégiez les bonnes affaires. Faire des soldes peut être une alternative ! La famille propose son soutien matériel. Grâce à elle, vous réalisez des économies.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

À cause de la planète Uranus, qui sera excessivement contrariante, vous ne serez plus vraiment en osmose avec votre entourage professionnel, ce qui vous rendra moins efficace. Vous n'aimerez pas les normes, les méthodes ou les techniques trop rébarbatives.

Banquier, créancier, huissier, toutes les personnes à qui vous devez, d'une manière ou d'une autre de l'argent, auront toutes les peines du monde à vous joindre aujourd'hui. Rien de vraiment étonnant à cela. Vous ferez volontairement silence radio...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une vraie transformation s'invite dans votre vie professionnelle, ce serait absurde de ne pas sauter sur l'occasion. Cessez de vous poser mille questions. Aujourd'hui, il est temps de passer à autre chose. Oubliez les doutes. Foncez ! Aujourd'hui, cher Scorpion, vous menez les négociations. Si vous avez demandé une prime ou une augmentation, il y a de fortes chances que les euros arrivent sur votre compte prochainement. Patientez un peu, pour les voir apparaître sur votre relevé.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Soutenu dans vos projets professionnels, vous aurez entre les mains une chance exceptionnelle de prendre des responsabilités. Vous redoubleriez d'efficacité et rien ne pourra entacher votre motivation et votre détermination à bousculer les barrières.

Vous tirerez habilement votre épingle du jeu sur le plan financier. Votre pouvoir d'achat vous semblera moins important, sans renier les facilités qu'il vous apportera. Vous changerez votre rapport à l'argent en adoptant un comportement plus responsable.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous recevez des éloges de la part de votre hiérarchie, vos efforts ont payé. Vous méritez amplement tous ces compliments. Vous ne cherchez pas à jouer le modeste, au contraire, vous crânez même un peu. Après tout, vous le valez bien !

Un parent vous parle de ses futurs projets financiers, il envisage de faire des investissements. En se confiant à vous, il espère que vous lui donniez votre avis sur la question. La cerise sur le gâteau, c'est qu'il vous réserve un petit bonus !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre travail va nécessiter de plus en plus une compréhension rapide et une finesse de jugement. Aujourd'hui, les circonstances vous seront favorables. Efforcez-vous d'en tirer le parti le plus avantageux, car vous pourriez monter de plusieurs échelons.

Jupiter favorisera l'émergence de nouvelles rentrées d'argent. Cette planète réussira à vous convaincre de bien vous organiser, en mettant par exemple par écrit vos mouvements financiers. À vous de savoir tempérer le moindre écart budgétaire !



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous recevez des éloges de la part de votre hiérarchie, vos efforts ont payé. Vous méritez amplement tous ces compliments. Vous ne cherchez pas à jouer le modeste, au contraire, vous crânez même un peu. Après tout, vous le valez bien !

Un parent vous parle de ses futurs projets financiers, il envisage de faire des investissements. En se confiant à vous, il espère que vous lui donniez votre avis sur la question. La cerise sur le gâteau, c'est qu'il vous réserve un petit bonus !

Promo Box Wifi 4G



Jusqu'à 32 appareils
connectés en simultané

15 Go
offerts



-50%
sur les frais de
la Box



Jusqu' au 31 mai 2020

De l' Internet très haut débit à domicile à partir de **9 500 FCFA/mois**
avec des forfaits allant **jusqu'à 100 Go***

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official